

**Protection sociale,
services publics**

et

**infrastructures
durables**

Mars 2019

Une situation inférieure aux
normes pour les femmes en Iran

Une étude de la commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne





Protection sociale, services publics et infrastructures durables Une situation inférieure aux normes pour les femmes en Iran

Une étude de la commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne

Mars 2019

Copyright©2019 La commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI)

Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur, ni être diffusée sous quelque forme de reliure ou de couverture autre que celle dans laquelle elle est publiée et sans qu'une condition similaire, incluant cette condition, soit imposée au nouvel acheteur.

ISBN: 978 -2- 35822-014 -9




 women.ncr-iran.org/fr
 @CNRIFemmes
 @CNRIFemmes

Table des Matières

2 4	<p>Introduction</p> <p>Protection sociale</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Services infirmiers et soins aux enfants et aux personnes âgées 2. Le travail non rémunéré des femmes rurales et urbaines 3. Emplois non officiels et à temps partiel, emploi domestique 4. Immigrantes ou habitantes de bidonvilles 5. Services de santé et de soins tout au long de la vie, et garantie d'accès de services de santé abordables pour toutes, y compris pour l'accouchement 6. Octroi d'un congé de maternité pour élever un enfant par le biais de garanties gouvernementales 7. Offre d'un travail décent pour toutes 8. Assistance financière aux personnes vulnérables et aux femmes chefs de famille 9. Protection sociale et des assurances maladie et chômage, pour les maladies graves, les handicaps et le troisième âge. 10. Le système juridique et judiciaire du pays doit comporter une protection sociale tenant compte des particularités propres aux femmes. 11. Financement des services sociaux par le système fiscal au profit des femmes
26	<p>Services publics</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les règles, politiques et normes sociales ne doivent pas empêcher les femmes d'accéder aux services sociaux, comme par exemple la santé de la fertilité. 2. Prévention des lois qui institutionnalisent la violence et les abus comme la discrimination et le déni de services, visant en particulier les femmes des minorités et les handicapées 3. Frais d'études et frais de scolarité astronomiques 4. Mesures prises face aux catastrophes naturelles comme les tremblements de terre 5. Situation des infirmières et autres travailleuses sociales, absence de lois adéquates pour le recrutement dans les services publics et la prévention des dangers au travail 6. Mécanismes spécifiques pour éliminer la discrimination sexuelle, la répression, la violence sur le lieu de travail et les systèmes de soutien aux victimes
44	<p>Infrastructures durables</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Habitation 2. Eau potable et plomberie 3. Routes reliant villes et villages 4. Bâtiments publics 5. Soins de santé 6. Aménagement paysager et espaces verts, ségrégation entre les sexes dans les parcs et les installations sportives

Introduction

Soixante-trois ans après la création de la Commission de la condition des femmes à l'ONU et malgré les progrès internationaux réalisés au cours de cette période, les femmes et les filles en Iran vivent dans des conditions de plus en plus inhumaines sous la dictature religieuse et misogyne.

La plupart des femmes qui travaillent perçoivent des salaires bien inférieurs au seuil de pauvreté. Elles sont privées de protection sociale adéquate. Au fur et à mesure que la pauvreté s'aggrave, un nombre croissant de jeunes femmes sont privées d'éducation. La politique officielle de privatisation des hôpitaux n'a pas non plus amélioré la situation des femmes en Iran. Il n'existe pas d'assurance maladie publique, en particulier pour les femmes pauvres et à faibles revenus. Les jeunes femmes iraniennes sont privées de possibilités scientifiques en raison des discriminations sexuelles leur fermant de nombreux domaines. Et ce ne sont là que quelques-uns des nombreux obstacles qui entravent l'autonomisation des femmes en Iran.

La grave situation économique et les profondes divisions sociales aggravent chaque jour les problèmes des Iraniennes. En mars 2018, un député des mollahs a admis que 80 % des Iraniens vivent sous le seuil de pauvreté¹. En fait, les politiques du régime contre les intérêts de la nation, la corruption généralisée de la clique dirigeante et les inégalités entre les sexes et les classes sociales qui sont entrées dans les lois du pays, ne laissent aucune source de financement pour améliorer les infrastructures, les services publics et la protection sociale pour donner aux femmes et aux filles davantage d'autonomie.

Un groupe étroitement lié aux cercles du pouvoir, représentant 4 % de la population iranienne², a la mainmise sur l'ensemble des ressources et des postes de décision, contrôlant la vie privée et publique de toute la population de la manière la plus injuste. Ils adoptent des mécanismes politiques et juridiques qui confinent les femmes au foyer sans leur donner de soutien financier ou juridique, les forçant à vivre comme les plus pauvres des pauvres.

Cette situation oblige de plus en plus les femmes à occuper des emplois non officiels, inférieurs aux normes et même non rémunérés. Bien que ce type de travail soit légèrement différent entre la ville et la campagne, non seulement cela ne permet pas aux femmes de gagner leur vie, mais menace aussi leur dignité, leur santé et leur bien-être.

Dans les villages iraniens, les femmes sont pratiquement devenues esclaves. Sans aucun salaire, ni soutien ou même protection sociale, elles travaillent souvent sans interruption jusqu'à 20 heures par jour dans l'agriculture ou l'élevage, en plus de tous les travaux pénibles liés à la routine de la vie rurale.

La plupart des villages manquent d'eau courante, d'électricité et de gaz, de routes et de dispensaires. Beaucoup reçoivent de l'eau par camions citernes qui passent dans leur village tous les trois jours au mieux, et les femmes doivent approvisionner leur famille en eau en

parcourant de longues distances à pied pour remplir leurs jerrycans.

Compte tenu de la situation économique et des liquidités en Iran, il faut noter que si le salaire minimum en 2018 était fixé à 1 100 000 tomans (environ 72,5 €) par mois³, les dépenses mensuelles minimales pour une famille de quatre personnes en 2018 étaient de 6 500 000 tomans (environ 428,170 €) et les dépenses minimales pour 18 produits alimentaires et de base pour un ménage de quatre personnes aux prix urbains étaient de 1 700 000 tomans (environ 112 €) par mois en 2018.⁴

Par ailleurs, le salaire moyen d'un enseignant est de 2 300 000 tomans (environ 151 €) et celui d'un enseignant retraité est d'environ 1 200 000 tomans (environ 79 €). Cependant, la plupart des enseignants travaillent sur une base contractuelle et leur salaire est inférieur à 1 million de tomans (environ 65,80 €).

Un socio-économiste explique la pauvreté du grand public en Iran⁵ : « Selon les statistiques, un tiers des personnes au faible revenu d'un million de tomans par mois (65,80 €), soit environ 5 millions de personnes, vivent dans l'extrême pauvreté et la faim⁶. Lorsque 67% des personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté relative, il est naturel qu'elles soient furieuses ! »

Les réunions de la Commission de la condition de la femme (CCF63) doivent se concentrer sur trois domaines thématiques : les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et les infrastructures durables.

La Commission exhorte les gouvernements à concevoir, financer, mettre en œuvre, superviser et évaluer les systèmes de protection sociale, les services publics et les infrastructures durables conformément aux normes relatives aux droits humains, pour que les services et infrastructures existants soient abordables pour tous et acceptables pour toutes les cultures et tous les niveaux sociaux. Elles ne devraient pas être discriminatoires en raison de normes sexuelles ou classées en fonction du sexe, de la classe sociale ou de la situation géographique. Les progrès doivent également être continus et ne doivent pas connaître de recul.

Avec ce survol général, nous examinerons la situation des femmes sous la dictature religieuse et misogyne en Iran.

Notes de fin

1 – Site officiel du parlement du régime iranien, ICANA, 13 mars 2018

2 - Agence de presse officielle Tasnim

3 - Irankargar.com, 21 septembre 2018

4 - Il y a deux taux de change en Iran. Le taux de change officiel du dollar utilisé uniquement pour la budgétisation et le commerce d'Etat, et le taux de change du marché libre qui a oscillé de 11.000 à 20.000 tomans depuis la mi-2018. Au moment de la publication de cette brochure, le taux de change officiel était de 4 200 tomans, tandis que le taux de change du marché libre était d'environ 13 500 tomans, ce qui nous a permis de noter les prix.

5 - Fa.shafaqna.com, 28 février 2018

6 - Ibid.



01. PROTECTION SOCIALE

1. Services infirmiers et soins aux enfants et aux personnes âgées

Les femmes âgées n'ont souvent pas les moyens de payer et d'utiliser les services infirmiers malgré leurs besoins spécifiques.

Les soins aux enfants et aux personnes âgées, comme les autres services sociaux qui devraient être assurés par l'État, n'ont pas leur place dans le programme et le budget du régime iranien.

Au moins 30% des personnes âgées en Iran n'ont pas de travail du tout. Beaucoup n'ont aucun revenu et vivent sous le seuil de pauvreté.

Bien entendu, lorsqu'il s'agit des femmes, étant donné leur taux de chômage élevé et la diversité des discriminations existantes, elles n'ont souvent pas les moyens de payer les services infirmiers malgré leurs besoins spécifiques.

En outre, les centres de soins pour personnes âgées n'ont ni la qualité ni la place pour répondre aux normes internationales. Beaucoup de ces centres ne perçoivent pas de budget du gouvernement.

En termes de santé et de soins médicaux, le troisième âge nécessite des travailleurs sociaux et des infirmières formées dans ce domaine ¹, qu'on ne trouve pas en Iran. Actuellement, il n'y a même pas suffisamment d'installations pour les personnes âgées retraitées. Une vue d'ensemble de la situation des caisses d'assurance retraite ² en Iran montre que presque toutes ces caisses connaissent des difficultés financières et feront faillite si la situation actuelle se poursuit. Les organismes d'assurance en Iran n'ont pas de système de gestion collective.

Dans ces circonstances, Vahid Ghobadi-Dana, directeur de l'Organisation de la protection sociale, a annoncé que cette organisation avait l'intention d'augmenter les tarifs des centres de soins pour personnes âgées ³. Il a critiqué le Parlement pour ne pas avoir financé son organisation et a déclaré : « L'organisation de la protection sociale estime que la mise en œuvre de la loi sur la protection des droits des personnes handicapées nécessiterait 12 billions de tomans (environ 790 424 €), mais les commissions spécialisées du Parlement n'ont affecté que 1,1 billion de tomans (environ 72 455,50 €), moins d'un dixième du fonds estimé pour mettre en œuvre cette loi.

A l'heure actuelle, environ 95 % des centres de soins infirmiers sont privés et gérés au détriment des organismes de bienfaisance et des familles des personnes âgées.

Les centres de soins privés facturent aux personnes âgées de deux à dix fois plus cher que le coût réel des soins.

Homayoun Hashemi, le chef de l'Organisation de la protection sociale, a révélé que plus de 20.000 personnes âgées dont l'identité est pour la plupart inconnue sont prises en charge dans 150 centres de soins différents ⁴. Le montant maximum alloué par le gouvernement pour chaque personne âgée dans ces centres est de 200 000 tomans par mois (environ 13 €). Les centres privés, selon la zone géographique et le type de services qu'ils offrent, perçoivent entre 1,2 et 6 millions de tomans (79 à 396 €) par mois pour chaque personne âgée, sans compter la kinésithérapie et les soins médicaux. Toutefois, selon le

directeur général du Bureau du bien-être des personnes âgées, le coût des soins aux personnes âgées ne dépasse pas 550 000 tomans par mois (environ 36,45 €).

Ce genre de racket ne visent pas uniquement les personnes âgées. En raison des conditions inhumaines dans ces institutions, de nombreux demandeurs d'emploi et personnes formées dans ce domaine ne restent pas longtemps à leur poste. Une autre raison pour leur départ est le salaire de misère que les centres versent à leurs employés et au personnel formé malgré le dur labeur à accomplir ⁵. Une travailleuse a besoin d'envisager son avenir, parce qu'elle donne sa jeunesse aux services qu'elle fournit. Travailler dans ces centres est fastidieux.

Au lieu de recevoir des primes pour le dur labeur qu'ils accomplissent, les soignants se voient refuser un salaire de base décent.

Les éducateurs qui travaillent avec des enfants déficients ou handicapés mentaux et les soignants des maisons de retraite se retrouvent avec des problèmes psychologiques dus à l'environnement déprimant de ces centres. On peut donc dire sans risque de se tromper que les privilèges accordés aux travailleurs dans ce domaine sont négligeables. Ils ont le droit de recevoir des prestations en fonction de la difficulté de leur travail, mais se voient refuser un salaire de base décent.

2. Le travail non rémunéré pour les femmes rurales et urbaines

Selon le Centre national de la statistique en Iran (CNS) ⁶, 60 % des employés du secteur commercial et des services n'ont reçu aucun salaire en 2015 ⁷. Les employés non rémunérés sont constitués de stagiaires, d'employés à l'essai, de préposés d'entreprises familiales, ainsi que de personnes qui travaillent sous contrat ou sous contrat non formel.



La politique du marché du travail en Iran est basée sur la main-d'œuvre temporaire et la suppression de leurs protections légales contre l'employeur et le gouvernement.

Ce genre d'emploi n'offre en général pas d'assurances et le salaire, la période de paie et les heures et jours travaillés ne sont généralement pas enregistrés. En 2018, le temps de travail moyen de chaque employé du secteur commercial et des services était de 51 heures par semaine, soit 7 heures de plus que la limite légale de 44 heures par semaine.

La politique du marché du travail en Iran ⁸ au cours des dernières décennies a été fondée sur la main-d'œuvre temporaire ⁹ et la suppression des protections légales contre l'employeur et le gouvernement.

La structure politique a également contribué à l'institutionnalisation de cette inégalité ¹⁰. La ségrégation entre les sexes a été un facteur majeur dans la croissance de l'inégalité.

Des études sur l'emploi des femmes sur le marché du travail en Iran montrent que la plupart des femmes travaillent dans le secteur des services. Selon ces enquêtes, la part de l'emploi des femmes dans les secteurs de l'agriculture et des services est supérieure à celle des hommes ¹¹. Une part importante de l'emploi des femmes dans les zones rurales est limitée aux emplois familiaux et non rémunérés, qui ne leur apportent aucun avantage matériel direct.

Les femmes rurales se heurtent à de nombreux obstacles en matière d'entrepreneuriat en raison d'un manque de soutien financier et juridique adéquat.

10 millions de travailleurs iraniens doivent s'assurer eux-mêmes parce qu'il n'existe aucune obligation de les assurer. Il ne s'agit pas de salariés et au moins 80 % sont des femmes.

3. Emplois non officiels et à temps partiel, emploi domestique

Étant donné les nombreux obstacles à l'autonomisation des femmes en Iran, elles sont forcées d'accepter des emplois mal rémunérés et des salaires de misère dans le secteur privé et dans le secteur des services ¹².

Hessam Nikoupour, chercheur associé à l'Institut de recherche sur la sécurité sociale, a déclaré : « Ce qui se passe dans l'économie iranienne, c'est qu'en raison de la récession et du manque de production, le secteur non salarial et salarié est en expansion, atteignant 45 à 46 % de la population active totale. La première caractéristique de ce type d'emploi est qu'ils ne sont pas couverts par le droit du travail, leur probabilité d'être assurés est faible, les lois sur le salaire minimum ne sont pas respectées, le niveau d'éducation des travailleurs est plus faible et la probabilité d'être licenciés est plus élevée. À l'heure actuelle, il y a quelque 10 millions de travailleurs dans le pays qui ont besoin de s'assurer eux-mêmes parce qu'il n'existe aucune obligation d'assurer les travailleurs. Le nombre de travailleurs assurés en Iran est d'environ 15 millions et 6,5 millions de travailleurs n'ont aucune assurance. Ces personnes ne sont pas salariées et au moins 80 % sont des femmes. »¹³

Les femmes sont gardées plus longtemps au travail sans assurance. Les femmes sont également employées dans les travaux pénibles.

Pour-Moussa, le secrétaire général de l'Assemblée suprême des conseils du travail, reconnaît également que les femmes sont intrinsèquement consciencieuses dans leur travail, ce qui explique pourquoi leur productivité est élevée, mais qu'en raison de leur grand besoin d'emploi, elles acceptent toutes les difficultés qui les conduiront à être exploitées ¹⁴.

Contrairement aux principes de base du droit du travail, les femmes sont gardées plus longtemps au travail sans assurance.

Outre les emplois dans le secteur des services, les femmes sont également employées dans les travaux pénibles. Elles travaillent avec de la machinerie lourde dans des environnements fermés, loin des

De nombreux employeurs du secteur privé licencient les femmes dès qu'ils apprennent qu'elles sont enceintes



yeux des inspecteurs et ne bénéficient que de 5 jours d'assurance pour tout le mois.

De nombreux employeurs du secteur privé mettent fin à l'emploi des travailleuses dès qu'ils les savent enceintes. Dans certains ateliers, l'employeur limite les subventions pour le nombre de personnes à charge à deux enfants ; si une femme a un troisième enfant, il résilie son contrat.

Il n'existe pas de système d'organisation de l'emploi des femmes et des hommes et il n'y a pas d'équilibre sur le marché du travail. Il y a un grand nombre de femmes instruites qui ne trouvent pas d'emploi correspondant à leur niveau et à leur domaine d'études ; elles sont donc obligées d'accepter des emplois à temps partiel et informels.

Des sources officielles ont annoncé en 2016 que le taux de chômage des jeunes femmes de moins de 30 ans était de 85,9% ¹⁵. Voici quelques exemples annoncés par les médias publics :

Maryam, diplômée d'une licence en sciences politiques, gagne 150 000 tomans (9,81€) par mois et travaille 9 heures par jour dans un magasin de fallafels. Shahnaz, diplômée en génie informatique, reçoit 300 000 tomans (19,62 €) par mois pour 8 heures de travail dans une compagnie d'assurance. Une autre jeune fille avec une licence en comptabilité travaille 10,5 heures par jour pour 200 000 tomans (13,40 €) par mois. Aucune n'a d'assurance sociale et elles ont toutes signé un papier disant qu'elles ne pourront jamais déposer plainte contre leur employeur ¹⁶.

Certaines femmes travaillent sans cesse jusqu'à 14 heures par jour dans des ateliers de couture ¹⁷, tandis que la moitié des travailleuses des briqueteries sont des femmes qui travaillent dans des conditions extrêmes sans aucun soutien de la loi.

Les femmes ne reçoivent pas non plus de salaire égal à celui des hommes pour un travail égal. Une enquête menée auprès de plus de 93 000 cadres iraniens appartenant à 22 groupes professionnels différents a révélé que les cadres iraniennes percevaient 23 % de salaire en moins que les hommes pour le même travail¹⁸. Sur les niveaux inférieurs, l'écart des revenus est plus élevé. Selon certaines statistiques, les salaires des femmes en Iran sont inférieurs de 41 % à ceux des hommes ¹⁹, et l'Iran occupe le 98e rang mondial à cet égard.

Par exemple, le nombre de femmes travaillant dans les rizières est inférieur à la demande du marché, mais de nombreux propriétaires agricoles préfèrent employer des femmes parce que leur salaire est toujours inférieur à celui des hommes ²⁰.

Dans d'autres secteurs agricoles, bien qu'elles fassent le même travail pour le même nombre d'heures, les femmes se retrouvent avec la moitié du salaire de leurs homologues masculins ²¹. Dans les petites unités de production et de services, la situation des femmes est pire que celle des hommes. Par exemple, dans les magasins de vêtements pour femmes, les femmes sont bien moins payées que les hommes pour un travail similaire.

4. Immigrantes ou habitantes de bidonvilles

Un autre groupe social très pauvre, privé de protection sociale, est celui des immigrés et des habitants des bidonvilles qui, en raison de la misère dans les villages, ont migré vers les périphéries des villes ; leur population augmente rapidement.

Selon un certain nombre d'autorités, de nombreux villages en Iran ont été laissés vacants en raison du manque de travail.

De nombreux habitants de la province de Sistan-Balouchistan dans le sud-est de l'Iran, n'ont même pas de carte d'identité iranienne. Le nombre exact de personnes sans certificat de naissance au Sistan-Balouchistan n'est pas connu. Certains députés ont estimé



leur nombre à 100 000 ²². Ces personnes sont même privées des droits les plus élémentaires.

Selon les normes culturelles patriarcales, lorsqu'un garçon du village migre vers la ville, on l'appelle un travailleur migrant, mais lorsqu'une fille veut commencer une vie différente dans la ville, elle est considérée comme une fugueuse et peut devenir victime de la prostitution en 48 heures. Le chemin de l'emploi pour ces femmes est fermé et elles se retrouvent rapidement dans la boucle des impasses et de la dépression ²³.

De nombreux responsables estiment à 20 millions le nombre de personnes marginalisées en Iran, qui vivent dans des quartiers délabrés à la périphérie de 495 villes ²⁴.

Farid Barati-Sedeh, directeur adjoint de la prévention au centre de traitement de l'Organisation de la protection sociale, a déclaré que ce chiffre était de 19 millions, mais a ajouté que la population des bidonvilles en périphérie des villes a jusqu'ici fait défaut dans les statistiques et n'est pas prise en compte par les services urbains et le système social ²⁵.

Un spécialiste des préjudices sociaux affirme que le système de planification du pays n'a jamais fourni de services adéquats aux immigrants comme des écoles, des centres culturels, des cliniques, des espaces verts et des rues ; en d'autres termes, ils n'ont pas répondu à leurs besoins fondamentaux. Maintenant qu'ils doivent compenser, les ressources nécessaires ne sont plus disponibles ²⁶.

Les zones où vivent aujourd'hui les habitants des bidonvilles se caractérisent par une forte densité de population, un chômage généralisé, un faible niveau d'éducation et de revenu, la pauvreté et un faible niveau de vie ; c'est ce qui les différencie des autres zones

Au moins 10 000 ménages en Iran vivent dans des tentes, des ghettos, des maisons en terre et des bidonvilles et sont privés d'électricité, d'équipements et d'infrastructures de soins de santé primaires

20 millions d'Iraniens vivent dans des bidonvilles à la périphérie de 495 villes.

urbaines.

Le bidonville est également considéré comme l'une des causes des maux sociaux tels que la toxicomanie, le divorce, le meurtre et la corruption, ainsi qu'aux délits mineurs et majeurs.

Le Centre national de la statistique a rapporté que 10 000 ménages en Iran vivent dans des « tentes, des ghettos, des maisons en terre et des bidonvilles »²⁷. Bien sûr, vu le nombre de villages en terre et de sinistrés des séismes vivant encore sous des tentes, ces statistiques semblent très imprécises.

Les habitants des bidonvilles qui vivent à proximité immédiate des villes sont privés des installations et des infrastructures de santé primaires²⁸. Les eaux usées s'écoulent dans des ruisseaux à ciel ouvert qui s'infiltrent au-dessus du sol. Cela provoque l'apparition de maladies parasitaires très répandues dans les bidonvilles, un trait commun partagé avec les villageois.

Dans une enquête épidémiologique, plus de 90% des habitants des bidonvilles avaient contracté des maladies parasitaires. Dans de nombreuses zones marginalisées, les habitants n'ont pas accès à l'assainissement parce que les autorités municipales ne remplissent pas leurs fonctions et que les habitants des bidonvilles ne sont pas en mesure de financer ces installations. L'utilisation de détergents et de produits de nettoyage dans ces zones est extrêmement faible, une maison sur 15 seulement contenait du savon lors de l'inspection. Les toilettes de ces maisons sont fabriquées avec des matériaux tels que des blocs de ciment, des briques et des pierres en utilisant des sacs pour les maintenir en place. Les ordures sont abandonnées sur les bords des chemins, ou simplement empilées dans une enceinte qui devient une source permanente de contaminants, attirant des animaux nuisibles comme les rats.

La sociologue Soudeh Maghsoudi explique : « 51% des habitants des bidonvilles autour de Kerman ont un revenu mensuel inférieur à 300.000 tomans (environ 19,50 €). Ce genre de faible revenu cause des dommages dans cette région. 32 % des habitants des bidonvilles de Kerman sont des travailleurs du bâtiment et des travailleurs saisonniers, les vendeurs de rue faisant également partie de ce groupe ; certains autres n'ont aucun emploi, ce qui a créé des problèmes dans cette région. »²⁹

L'abandon scolaire et les taux d'échec scolaire sont beaucoup plus élevés dans les bidonvilles que dans le reste du pays. Afin de compléter leur revenu familial, les garçons quittent l'école à un âge précoce, de sorte que le nombre d'élèves en dernière année du primaire est beaucoup plus faible qu'aux premières années du primaire. En raison de croyances et de pratiques religieuses ou ethniques, les filles ne vont pas à l'école, sinon elles quittent l'école à un âge précoce.

La santé alimentaire et nutritionnelle est également dans un état désastreux. Chaque jour, les vendeurs vendent des sacs contenant des déchets d'abattoirs qui, outre leur manque de valeur nutritionnelle, sont distribués de manière totalement insalubre.

Entre-temps, le nombre d'enfants dans 60 ménages objets d'une enquête était de 3 à 13 par ménage. Il faut aussi noter que 10 à 12 personnes sont obligées de vivre dans une pièce, ce qui ajoute au problème sanitaire.

Ces zones sont généralement le théâtre d'actes criminels et dangereux, ce qui pose des risques multiples pour les femmes. En l'an 2000, nous avons été témoins de meurtres en série de femmes dans ces régions, faisant 16 victimes en peu de temps³⁰.

Dans le passé, les discussions sur les bidonvilles ne portaient que sur Téhéran et ses zones marginales. Mais aujourd'hui, Tabriz, Machad, Ahvaz³¹, Ardebil, Sanandaj, Hamedan, Zahedan et Karaj³² sont aussi des villes où la population marginalisée augmente de jour en jour et où la situation est critique.

5. Services de santé et de soins tout au long de la vie, et garantie d'accès de services de santé abordables pour toutes, y compris pour l'accouchement

Pour définir le concept de la santé des femmes, tous les aspects de leur santé physique, psychologique et sociale doivent être pris en compte. La discrimination sexuelle et l'existence d'une culture inappropriée sur le rôle des femmes dans le développement de la société sont des facteurs qui affectent la santé des femmes et leur capacité d'utiliser les installations et les ressources disponibles dans les différents domaines de la société.

Divers facteurs influent sur la santé des gens, notamment le statut social, la situation professionnelle, le stress, la toxicomanie, l'alimentation, la protection sociale, l'environnement économique et politique, etc.

En Iran, la répression institutionnalisée, les règles et les normes misogynes et les scènes courantes de répression violente en public créent un stress énorme dans la société et nuisent à la santé des femmes. L'Iran, malgré sa richesse matérielle, est l'un des 10 premiers pays où la dépression est la plus forte³³ et le 14e pays le plus triste au monde³⁴.

Les rapports statistiques montrent qu'il y a 6,4 millions de personnes déprimées en Iran et, selon le ministre de la Santé du régime, les femmes sont davantage touchées par la dépression³⁵.

Dans les zones sous-développées et dans les villages, la pauvreté, la malnutrition et les travaux pénibles contribuent aux problèmes de santé des habitants, en particulier des femmes et des enfants.

Une enquête menée auprès de 60 ménages a révélé un manque de santé générale. Il y a de 3 à 13 enfants dans chaque ménage et entre 10 et 12 personnes vivant dans la même pièce.

Il y a 6,4 millions de personnes déprimées en Iran, avec une plus grande proportion de femmes.

Bien que le régime iranien ait affirmé que l'Iran tiendra sa promesse de réduire la mortalité maternelle d'ici 2030, des exemples douloureux montrent l'amère vérité. En fait, le système de santé sous le régime des mollahs en Iran a été incapable de répondre à ses responsabilités les plus élémentaires.

Mauvais traitement hospitalier des femmes enceintes

En décembre 2018, une femme enceinte de 37 ans, qui attendait son troisième enfant, est morte après une opération due à une rupture de la membrane ³⁶. Après un examen plus approfondi, on a découvert qu'elle avait souffert d'une hémorragie interne et qu'elle était morte faute d'attention du personnel hospitalier.

Toujours en décembre 2018, une femme est décédée à Hamedan à cause d'une injection d'antibiotiques auxquels elle était allergique ³⁷. L'injection a été faite malgré les avertissements du médecin aux infirmières sur son allergie aux antibiotiques.

En octobre 2017, une mère de 28 ans au dernier stade de sa grossesse a été transportée à l'hôpital de nuit en raison d'une toux grave. Elle a été placée dans la section des maladies infectieuses. La patiente est restée seule jusqu'à ce que sa tension artérielle commence à chuter et qu'elle ait du mal à respirer. Sa famille a immédiatement demandé à l'équipe médicale d'intervenir. Sa situation s'aggravant, le personnel médical l'a emmenée dans une chambre au premier étage, a attaché deux lits ensemble pour lui faire une césarienne. Mais peu de temps après, ils ont annoncé que la mère et le bébé étaient morts ³⁸. Son mari a été cité disant : « La situation et l'emplacement de la césarienne étaient tellement inadéquats que certains membres



Zahra Hosseini, 32 ans, brûlée pendant l'accouchement à l'hôpital de Chamran

du personnel hospitalier nous ont même demandé de poursuivre l'hôpital en justice à cause du traitement fait à notre patiente. »

Une autre femme enceinte qui s'était rendue à l'hôpital en raison de douleurs et de contractions précoces et qui avait donné naissance à son enfant est décédée en novembre 2016 en raison d'une défaillance médicale à l'hôpital Khomeiny ³⁹. Lors de l'accouchement, elle a eu des difficultés respiratoires et fait une hémorragie interne, mais le personnel médical n'a appris la nouvelle que très tard. Et même lorsqu'ils en ont été informés, le médecin de garde n'était pas disponible. Malgré le fait que les dossiers médicaux de la patiente contenaient des informations sur son état critique et les risques auxquels elle s'exposait, soulignant qu'un cardiologue et un anesthésiste devaient être présents pendant l'accouchement et que la patiente devait être transférée en réanimation immédiatement après l'accouchement, aucune de ces recommandations n'a été observée.

En janvier 2017, Zahra Hosseini, 32 ans, a été emmenée à l'hôpital de Chamran où elle a donné naissance à de magnifiques jumeaux. Mais au lieu de lui administrer de l'oxygène, ils lui ont donné une combinaison de dioxyde de carbone et d'oxyde nitreux ⁴⁰. Au bout de quelques minutes, on pouvait entendre les hurlements de la jeune mère dans tout l'hôpital. En raison de cette terrible erreur, elle a eu la bouche, le nez, les paupières et les lèvres brûlés et elle a dû respirer à travers un appareil pendant des mois, incapable de manger, de boire ou de parler à quiconque. Les brûlures l'ont défigurée. On a dû lui percer l'œsophage et lui opérer les paupières inférieures à plusieurs reprises pour les empêcher de sécher. Un mois après l'incident, Mohammad-Taghi Halimazar, directeur de l'hôpital de Chamran, s'est plaint : « Nous ne savons pas pourquoi cette nouvelle a été publiée sur internet. »

En décembre 2015, Khair-on-Nessa Jadgeal, 23 ans, et son bébé sont morts dans une maternité de l'hôpital de Chabahar ⁴¹. La tête du bébé s'était détachée pendant l'accouchement tant la sage-femme avait exercé des pressions. Afin d'expulser le corps du bébé de la mère, ils ont eu recours à la chirurgie, mais la mère, qui n'a jamais repris conscience, est morte quelques jours plus tard.

Pour empêcher que la nouvelle ne se répande dans les médias, les responsables de l'hôpital ont averti la famille que si elle tentait de déposer plainte, elle n'aboutirait à rien, mais que si elle oubliait l'incident, l'hôpital ne réclamerait pas les 11 millions de tomans qu'avait coûté l'hospitalisation. La famille de la jeune mère incapable de payer la facture de l'hôpital a accepté de ne pas porter plainte.

En août 2014, une jeune femme enceinte a accouché dans les toilettes de l'hôpital parce que le personnel avait refusé son admission ⁴². Parvaneh souffrait beaucoup quand elle s'est rendue à l'hôpital de Kouhdacht, mais on lui a dit qu'elle devait aller celui de Khorramabad.

Une jeune femme enceinte a accouché dans les toilettes de l'hôpital parce que le personnel a refusé son admission.

La plupart des femmes de l'hôpital de Kowsar à Oroumieh accouchent dans un couloir, et y passent leur convalescence avant de partir.

Les hôpitaux n'admettent pas les patients ayant des problèmes financiers ou les prennent en otage après les soins jusqu'à ce qu'ils paient leurs factures.



Zahra Karimi, 14 ans, décédée des suites d'une mauvaise injection dans un hôpital de Yazd.

N'ayant pas le choix, elle est allée dans les toilettes de l'hôpital pour donner naissance à son bébé avec l'aide de sa sœur.

Un exemple de maternité

Un examen attentif de l'état des maternités traduit au mieux la situation catastrophique systématique.

L'hôpital de gynécologie et d'obstétrique Kowsar à Oroumieh ne dispose pas des installations médicales nécessaires pour les femmes enceintes⁴³. Selon le précédent gouverneur, cet hôpital n'a subi aucun changement depuis 30 ans. La maternité Kowsar, qui est la seule maternité spécialisée de ce secteur, ne compte que 62 lits. La plupart des femmes qui y viennent, donnent naissance à leurs enfants dans le couloir, où elles passent aussi leur convalescence jusqu'à leur sortie.

Avec plus de 73 000 habitants, Oroumieh est le centre de la province d'Azerbaïdjan occidental dans le nord-ouest de l'Iran.

Maltraitance des patients ayant des problèmes financiers

Les personnes qui n'ont pas les moyens de payer les frais d'hospitalisation sont traitées de deux façons : soit elles ne sont pas admises au départ, soit elles sont prises en otage après les soins.

En février 2018, une femme de la ville de Machad âgée de 35 ans qui avait accouché normalement a été prise en otage pendant 5 jours et interdite de quitter l'hôpital faute de ressources financières suffisantes pour payer sa facture⁴⁴. Les responsables de l'hôpital avaient insisté pour qu'elle ne quitte l'hôpital que si elle payait la totalité des 1,2 million de tomans (79,35 €). Il est à noter que 380 000 tomans (25 €) pour chaque journée passée à l'hôpital ont été ajoutés à sa facture. Et ce malgré le fait que les règles sanitaires de l'Etat stipulent expressément que les naissances par voie naturelles sont gratuites.

Un examen plus approfondi des questions de santé en Iran révèle que la vie des êtres humains n'a aucune valeur sous le régime des mollahs.

En septembre 2018, la petite Zahra Barghi, âgée de 3 ans, est décédée des suites d'une infection sanguine après que l'hôpital public eut refusé son admission, malgré l'ordre du médecin traitant, affirmant qu'il n'y avait aucun lit vide pour les patients non urgents. Malgré l'insistance de son père de la garder dans ses bras et de rester dans le couloir, il a été expulsé de l'hôpital sous une pluie d'insultes. Sur le chemin d'un autre hôpital, la petite Zahra a été prise de convulsions et de nausées. Elle est morte moins de 24 heures plus tard⁴⁵.

Quelques jours plus tôt, une jeune fille de 14 ans de la ville de Yazd, Zahra Karimi, avait perdu la vie parce qu'elle avait reçu une

mauvaise injection aux urgences de l'hôpital Afsharieh⁴⁶.

En avril 2016, le corps sans vie d'une fillette de 13 ans a été pris en otage en raison de l'incapacité de son père à payer la facture de l'hôpital⁴⁷. Shokofeh Fathi Kamalabad s'est rendue à l'hôpital de Nourabad pour une douleur au ventre. Elle a été opérée de l'appendicite, mais son état s'est aggravé et elle est morte le lendemain dans un autre hôpital. Selon l'une des infirmières, la jeune fille souffrait d'appendicite, mais on lui avait aussi enlevé une partie de son estomac et de ses intestins. Le père de la jeune fille a essayé de récupérer le corps de sa fille à l'hôpital, mais on lui a dit qu'il devait payer 87 millions de tomans (5744 €). Le père, ouvrier en bâtiment, a supplié les autorités de l'hôpital, mais elles ont répondu qu'elles avaient administré 39 injections à sa fille, ce qui avait coûté 42 millions de tomans (2773 €).

Le père a dit que les médecins lui avaient répété à plusieurs reprises qu'ils n'avaient aucun espoir pour la survie de sa fille et qu'ils n'avaient rien dit sur ces injections coûteuses. Enfin, avec l'aide d'autres membres de la famille et en signant des billets à ordre et des documents, le corps de la jeune fille a été remis à sa famille trois jours après.

Une orpheline de 18 ans a été prise en otage pendant au moins sept jours en mars 2016 dans la ville de Yazd parce qu'elle n'était pas en mesure de payer son traitement⁴⁸. Elle s'est rendue aux urgences de l'hôpital où elle a subi une opération. Le coût du traitement pour son séjour de sept jours était de 4 millions de tomans (264 €), mais elle n'avait les moyens de payer qu'un seul million, et l'hôpital l'a empêché de sortir.

Le coût du traitement est généralement très élevé et, comme de nombreuses personnes ne sont pas assurées sociales, elles n'ont pas les moyens de payer leurs soins. L'augmentation des prix des chambres d'hôpital dans la situation actuelle est telle que 40% des lits des hôpitaux privés sont vacants⁴⁹.

Le régime des mollahs, avec sa politique irresponsable, n'a ni l'intention ni la capacité de résoudre cette crise. Le budget de la santé 2018 n'a augmenté que de 6,4 % par rapport à l'année précédente, tandis que le ministère de la Santé avait un déficit de 15 000 milliards de tomans (892 000 €)⁵⁰.

6. L'octroi d'un congé de maternité et l'éducation d'un enfant via des garanties gouvernementales

Le régime misogyne des mollahs a insisté à plusieurs reprises sur la politique de maintien des femmes au foyer. Par conséquent, il serait totalement insensé de s'attendre à ce qu'un tel régime crée un programme de congé de maternité garanti pour les femmes.

Ali Khamenei, le Guide suprême des mollahs, dans un discours

L'augmentation des prix des chambres d'hôpital dans la situation actuelle est telle que 40% des lits des hôpitaux privés sont vacants.

Les organes gouvernementaux ne sont pas obligés de prolonger le congé de maternité. Le nouveau projet de loi n'oblige pas les employeurs à payer le salaire des femmes en congé de maternité.

74 000 femmes ont été licenciées à leur retour de congé de maternité. Certains organismes gouvernementaux, comme le ministère de l'Éducation, n'accordent pas de congés de maternité faute de financement.

prononcé le 1er mai 2013 devant ses partisans⁵², a parlé des privilèges spéciaux des femmes qui se limitaient uniquement à faire le ménage, à faire des enfants et à les élever : « Prendre soin de la maison et de l'éducation des enfants est une grande vertu féminine et artistique associée à la patience, à l'affection et aux émotions », a-t-il avancé. Suite à ce discours, le Parlement a adopté des projets de loi misogynes autour de la « procréation » et de la croissance démographique.

L'un de ces projets de loi était le plan de congé de maternité adopté le 23 mai 2013. Le deuxième amendement stipule : « Le gouvernement est autorisé à augmenter le congé de maternité pour une période de neuf mois avec deux semaines de congé obligatoire pour le père. »⁵³ En examinant de plus près ce texte, on peut constater qu'au lieu d'autonomiser les femmes, ce projet de loi les pousse davantage dans leur isolement social et professionnel.

Mohammad-Hosseini Ghorbani, porte-parole de la commission de la Santé au Parlement des mollahs, a un jour admis que la croissance démographique était une devise creuse : « Il y a une clause de congé de maternité dans cette loi pour les femmes qui travaillent, mais aucune aide n'est accordée aux femmes qui travaillent à la ferme et qui supportent le plus lourd fardeau de la croissance démographique. »

La loi permet au gouvernement de prolonger le délai de congé. Étant donné que les différents organismes gouvernementaux ne sont pas obligés de respecter la prolongation de congé, ils peuvent donc rejeter la demande.

En vertu d'une telle loi, même le congé de maternité de six mois pourrait être remis en question. De plus, le congé de maternité de six mois était auparavant rémunéré et tous les organismes gouvernementaux devaient s'y conformer, mais le nouveau projet de loi ne prévoit aucune obligation de payer les salaires des mères en congé de maternité.

Le 16 juin 2015, l'agence de presse Fars a cité Fatemeh Sadeghi, professeure à l'université Tarbiat Modarres, affirmant que 74 000 femmes avaient été licenciées après leur congé de maternité. En d'autres termes, une femme sur trois est renvoyée chez elle après son congé de maternité⁵⁴. Auparavant, certains organismes publics, comme le ministère de l'Éducation, avaient déclaré qu'en raison du manque de financement, il n'était pas possible d'accorder un congé de maternité aux employées.

En septembre 2017, le conseil général de la Cour de justice administrative a révoqué une directive d'un directeur général du ministère du Travail qui interdisait le licenciement des mères qui travaillaient à la fin de leur période d'allaitement de deux ans⁵⁵.

Le Directeur général des relations du travail et des services de rémunération du ministère du Travail avait publié la directive n° 49517 datée du 9 juin 2014, selon laquelle « le licenciement des femmes

salariées pendant le congé de maternité et l'allaitement (jusqu'à l'âge de deux ans de l'enfant) est interdite sous aucun prétexte ».

7. L'offre d'un travail décent pour toutes

Comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, non seulement le régime iranien n'a pas l'intention d'autonomiser les femmes, mais il essaie en fait de les tenir autant que possible à l'écart du marché du travail.

Ali Khamenei, le guide suprême des mollahs, décrit explicitement l'esprit qui régit ces lois : « Dieu a créé les femmes pour un domaine particulier de la vie... L'emploi n'est pas un problème majeur des femmes. »⁵⁶

Au lieu de définir la femme comme une personne dotée d'un statut social, politique et civil spécifique, la Constitution du régime iranien ne fait que rappeler son rôle de mère dont le seul devoir est d'élever les enfants. Par conséquent, avoir un emploi décent ne fait pas du tout partie des droits fondamentaux des femmes⁵⁷.

La Constitution stipule également que la direction de la famille revient de manière inhérente aux hommes et exige que les femmes aient l'autorisation de leur mari pour quitter la maison. La loi permet également aux hommes d'interdire à leur conjointe de travailler. Le projet de loi sur la croissance démographique approuvé par le Parlement en 2013 a donné la priorité de l'emploi dans tous les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux aux hommes avec enfants, puis aux hommes mariés sans enfant et enfin aux femmes avec enfants, tandis que le droit au travail des autres femmes reste ignoré.

L'article 8 du chapitre II des directives sur les infractions administratives approuvées par le Parlement des mollahs stipule aux paragraphes 120 et 121 que le non-respect du voile et le non-respect des rites islamiques sont considérés comme des infractions administratives, qui peuvent entraîner le licenciement des femmes.

Un autre projet de loi approuvé en janvier 2016 souligne que le recrutement des femmes dans les magasins et les entreprises doit être limité pour une période de travail allant de 7h à 22h et que la ségrégation sexuelle doit être de règle sur les lieux de travail.

Le recrutement des femmes dans les emplois gouvernementaux se heurte chaque année à des obstacles. En 2017, 961 offres d'emploi ont été attribuées à des hommes et seulement 16 à des femmes.

Dans une directive de 2014, la municipalité de Téhéran a demandé à ses directeurs de ne recruter que des hommes comme employés. Ces lois et directives sont justifiées par les règles du voile et de la religion et sont pratiquées dans de nombreux départements gouvernementaux et semi-gouvernementaux.

Le non-respect du port obligatoire du voile est une infraction administrative qui peut entraîner le licenciement.

Selon la Constitution iranienne, le rôle de la mère est de faire des enfants et de les élever. Avoir un emploi décent ne fait pas partie des droits fondamentaux des femmes.

L'emploi des femmes en Iran est négligeable, même en comparaison avec les pays en développement.

Une directive du ministère de l'Éducation, rendue publique à l'été 2018, contenait une liste très médiatisée de maladies chroniques pouvant entraîner la disqualification des enseignantes postulantes. La section 17 de cette directive contient une longue liste de maladies féminines, dont les menstruations irrégulières, la pilosité faciale, la stérilité et les cancers de l'utérus, de l'ovaire et du sein, excluant de facto ces femmes de l'emploi.

En réponse à l'indignation de l'opinion publique soulevée par cette directive, un responsable a révélé que le ministère de l'Éducation recrutait des enseignantes à ces conditions depuis de nombreuses années, et que ce n'était pas une nouvelle directive.

Bien que le chômage soit endémique en Iran, selon les chiffres publiés par le Centre national des statistiques iranien, la part des femmes dans le chômage est plus élevée que celle des hommes ⁵⁸.

Les médias gouvernementaux ont souligné que le taux de chômage des jeunes selon le sexe révèle que le chômage des femmes a toujours été plus élevé que celui des hommes et que cet écart s'est accru ces dernières années ⁵⁹.

Avec un taux de croissance annuel de 3,8 %, la population des femmes au chômage a atteint le chiffre record de 1 037 516 en 2017, soit le plus élevé (32,3 %) chez les femmes.

L'agence de presse ISNA a rapporté le 30 novembre 2018 que le taux de chômage des femmes était passé de 17 % en 2005 à plus de 20 % en 2016.

La Commission spéciale pour la protection de la production nationale et le suivi de l'application de l'article 44 de la Constitution, a indiqué en date du 21 novembre 2018 que « le taux de chômage des jeunes femmes instruites atteint 78 % ».

Dans un discours prononcé en octobre 2017, Massoumeh Ebtekar, qui dirige les affaires des femmes et familiales à la présidence de la République, a déclaré que le chômage des femmes dans certaines provinces était plus de trois fois supérieur à celui des hommes ⁶⁰.

Le site officiel Iran-Estekhdam, indique que le recrutement des femmes en Iran en 2015 était de 0% ⁶¹.

L'emploi des femmes en Iran est négligeable, même en comparaison avec les pays en voie de développement. Elles sont continuellement privées de la possibilité d'un emploi convenable et sont généralement employées dans des secteurs informels mal rémunérés.

Dans la situation économique désastreuse de l'Iran et les politiques économiques prédatrices du régime, certaines professions artisanales et non industrielles, qui étaient traditionnellement réservées aux femmes, sont en déclin. L'une de ces professions est le tissage de tapis ⁶².

Trois millions de femmes chefs de famille sont au chômage. 16% des femmes chefs de famille ont moins de 20 ans. 70% des tisseurs de tapis sont des femmes et la majorité d'entre elles sont chefs de famille



8. Aide en espèces aux personnes vulnérables et aux femmes chefs de famille

Les femmes chefs de famille sont parmi les secteurs les plus vulnérables en Iran. Il y a environ 3,6 millions de femmes chefs de famille dans le pays qui rencontrent de sérieux problèmes pour trouver un emploi en raison des nombreuses barrières imposées aux femmes ⁶³. Seulement 180 000 des femmes chefs de famille sont couvertes par l'Organisation de protection sociale et reçoivent une allocation mensuelle de 70 000 tomans (4,5 €), soit moins de 10% du salaire minimum de 1 100 000 tomans (72,80 €).

« Pour 100 hommes employés, on compte 22 femmes employées », a déclaré Anoushirvan Mohseni-Bandpay, responsable de l'organisation sociale, ajoutant : « En ce qui concerne les prêts à l'emploi pour les femmes sans tuteurs ou avec de mauvais tuteurs, l'organisation fait toutefois face à des défis majeurs ⁶⁴. »

Les femmes chefs de famille sont obligées de recourir à des mesures non conventionnelles, comme la vente de leurs organes biologiques, pour répondre aux besoins de leur famille ⁶⁵.

Bien sûr, le régime iranien agit de manière non transparente dans tous les domaines, et les statistiques fournies par les autorités et les médias gouvernementaux sont contradictoires, mais chacun de ces chiffres reflète une plaie profonde.

Massoumeh Ebtekar a déclaré qu'il y a plus de trois millions de femmes chefs de famille au chômage ⁶⁶.

Zohreh Ashtiani, secrétaire de la faction de la famille au parlement des mollahs, a également révélé le 10 juillet 2018 que 16% des femmes chefs de famille en Iran ont moins de 20 ans (67). Selon

Pour les femmes chefs de famille en Iran, la première étape après le chômage et la pauvreté c'est de se retrouver SDF, ce qui se développe rapidement.

Sur les 19 refuges chauds de Téhéran, un seul est destiné aux femmes sans abri, et ne peut accueillir que 200 sur les 3 000 femmes SDF à Téhéran.

ses statistiques, cela inclut seulement les femmes ayant été identifiées ou s'étant présentées aux centres de soutien.

Parvaneh Salahshouri, présidente de la faction des femmes au parlement des mollahs, a déclaré que « dans le budget 2018, au lieu de réduire la pauvreté, nous avons visé à l'augmenter ». Elle a souligné que plus de 30 % du crédit d'assurance sociale alloué aux femmes chefs de famille ayant trois enfants ou plus a été supprimé ⁶⁸.

Abdullah Bahrami, PDG de l'Alliance des tapis faits main, a déclaré dans une interview du 16 mai 2018 que « les femmes constituent 70% des tisseurs de tapis du pays » ⁶⁹. Il a ajouté qu'il fut un temps où la population des tisseurs de tapis se montait à 2 millions, chiffre qui a été réduit à 1 million par des politiques injustes à leur encontre. Sur ce million, seulement 320 000 sont couverts par une assurance. Ils avaient promis d'assurer au moins un million de tisseurs de tapis d'ici fin 2019. Non seulement cela ne s'est pas produit, mais plus de 150 000 personnes qui avaient une assurance l'ont perdue. »

Pour les femmes chefs de famille en Iran, l'étape après le chômage et la pauvreté est, malheureusement, l'absence de domicile fixe, qui se développe rapidement.

Les femmes sans-abri vivent dans des conditions très difficiles, alors que dans de nombreuses villes d'Iran, comme Ahwaz, la fourniture de refuges pour ces femmes n'est pas à l'ordre du jour des autorités locales. Jusqu'à présent, 2 700 femmes sans abri ont été identifiées à Ahwaz, sans endroit où dormir la nuit ⁷⁰.

Par mauvais temps, surtout l'été, il n'y a qu'un seul refuge pour femmes, ouvert uniquement en semaine de 8 h à 14 h. Cela signifie que les femmes sans-abri sont privées de rester dans ce centre la nuit et dorment dans des boîtes en carton dans la rue ou sont privées d'abris durant les longues heures brûlantes de l'été.

Il y existe un autre refuge à Ahwaz qui a récemment rouvert ses portes après une longue période de fermeture. Le problème avec ce refuge est qu'en raison de restrictions sévères exigées à l'entrée, comme présenter une lettre spéciale de la magistrature, la plupart des femmes sans-abri ne peuvent pas en bénéficier.

Selon les dernières statistiques fournies par la municipalité de Téhéran, il y a environ 19 abris chauds à Téhéran, dont un seul est destiné aux femmes ⁷¹.

Selon Ali Sadeghi, sous-directeur de l'aide sociale à la municipalité de Téhéran, les refuges chauds de la ville ne peuvent accueillir que 200 femmes SDF ⁷². Le nombre de femmes sans abri dormant dans des boîtes en carton à Téhéran était estimé à au moins 3 000 en 2014.

9. Protection sociale et assurances maladie et chômage, pour les maladies graves, les handicaps et le troisième âge

Chaque année, l'office de sécurité sociale publie des statistiques sur le nombre d'assurés. Dans les statistiques de cette année, le nombre de femmes assurées était d'un seizième de celui des hommes assurés ⁷³.

Compte tenu de l'ensemble des conditions déjà décrites concernant le soutien social des femmes, il suffit d'examiner cet exemple :

Azemat R. K. travaille comme ouvrière saisonnière dans les rizières de la ville de Sari, capitale de la province de Mazandaran dans le nord de l'Iran. Elle fait partie des femmes qui n'ont pas d'assurance.

« Les travailleuses ont plus de problèmes au travail que les hommes, explique Azemat. Aujourd'hui, à 45 ans, j'ai la force de travailler et je reçois mon salaire quotidien. Mais je n'aurai pas toujours cette force physique, et un jour, nous devons recevoir des soins de santé et prendre notre retraite en raison du vieillissement et des blessures liées au travail. En tant que travailleuse, on ne sait jamais si on va être victime d'un accident du travail. Dans le cas le plus optimiste, si nous ne sommes pas blessées dans un accident de voiture en nous rendant sur notre lieu de travail, il y a toujours un risque de tomber d'un citronnier comme c'est arrivé à beaucoup de femmes ici. Ce genre d'accident a contraint des collègues à rester chez elles de façon temporaire ou permanente, auquel cas elles n'ont pas droit à une pension pour le reste de leur vie. »

10. Le système juridique et judiciaire du pays doit comporter une protection sociale tenant compte des femmes.

La structure du régime clérical iranien n'est fondamentalement pas compatible avec le fait de réserver des privilèges particuliers aux femmes et de répondre à leurs besoins spécifiques. Mais il est intéressant d'observer les astuces juridiques qu'il utilise.

Conformément à l'article 20 de la Constitution, tous les citoyens, hommes et femmes, sont égaux devant la loi et jouissent, dans le respect des principes islamiques, de tous les droits humains, politiques, économiques, sociaux et culturels ⁷⁵.

L'article 21 de cette loi stipule également : « Le gouvernement s'engage à garantir les droits des femmes à tous les égards, conformément aux principes islamiques. »

La condition des « principes islamiques », fréquemment incluse dans les lois, est en fait le mécanisme de contournement des droits des femmes.

Bien que les principes de base de la misogynie soient énoncés en termes spécifiques dans la loi, l'utilisation des termes « principes

Les lois iraniennes permettent à un homme de divorcer de sa femme sans l'en informer et de tuer sa femme ou sa fille sans en rendre compte.

Le régime clérical a empêché l'adoption d'une législation tenant compte des spécificités de genre.

islamiques » permet aux juges répressifs du régime d'abuser des femmes comme ils le veulent.

Selon l'article 1210, l'âge de la puberté est de 9 ans pour les filles et de 15 ans pour les garçons. En outre, à l'article 1041, le mariage des filles de moins de 13 ans est autorisé avec l'aval du tuteur.

L'article 1114 oblige la femme à vivre dans une maison désignée par son mari.

Selon les articles 1123 et 1124, un homme peut divorcer de sa femme pour de nombreuses raisons, y compris diverses maladies et la cécité des deux yeux. Même si ces conditions existaient quand il l'avait épousée.

En revanche, selon le Code civil du régime, les femmes se heurtent à de nombreux obstacles et complications pour demander le divorce. Selon l'article 860, la mère n'a pas le droit de désigner un tuteur pour son enfant, et seul le père ou le grand-père a ce droit.

Conformément à l'article 907 du Code civil, un fils hérite deux fois plus qu'une fille.

La loi sur les châtements des mollahs définit l'âge de la responsabilité pénale des filles à 9 ans lunaires (soit 8 ans et 9 mois), et son témoignage vaut la moitié de celui d'un homme.

L'article 301 du code pénal autorise le père et les ancêtres paternels à tuer la mère et la fille.

L'article 550 détermine la peine pour le meurtre d'une femme comme la moitié de celle pour le meurtre d'un homme. En conséquence, si une femme musulmane est délibérément tuée et que l'assassin est un homme musulman, la famille de la victime doit payer le prix du sang de sa fille à la famille de l'assassin pour qu'il soit puni conformément à la loi du talion.

Le fouet a été défini comme le châtement des infractions portant atteinte à la pudeur publique. De toute évidence, dans la culture cléricale, les infractions à la pudeur sont principalement celles qui ne respectent pas le voile obligatoire. En plus des législations adoptées dans les premières années du pouvoir des mollahs, le régime clérical a empêché l'adoption de lois favorables aux femmes au fil des ans.

11. Le financement des systèmes de services sociaux par le système fiscal au profit des femmes

Compte tenu des faits susmentionnés, le régime clérical ne peut s'attendre à ce que des fonds soient alloués aux services sociaux qui facilitent l'autonomisation des femmes.

Le budget total de la Direction présidentielle pour les affaires féminines et familiales était de 21 milliards de tomans (environ 1,39 millions d'euros) pour l'année 2018 ⁷⁶, tandis que le budget du Conseil de la politique des séminaires religieux pour les femmes était

de plus de 270 milliards (17,85 millions d'euros) ⁷⁷.

Selon Parvaneh Salahshouri, députée des mollahs, « dans le sixième plan de développement, nous avons deux points à l'ordre du jour : l'autonomisation des femmes chefs de famille, qui était très important. Mais au lieu d'augmenter le montant des allocations allouées, nous avons fini par le faire passer de 20 à 15 milliards de tomans ⁷⁸. Il semble qu'au lieu de réduire la pauvreté, nous visons à l'augmenter. Le deuxième plan était d'assurer les femmes au foyer mère de trois enfants et plus ; là encore, le montant des allocations allouées a soudain chuté de plus de 30 % ⁷⁹. »

Or le régime clérical dépense des sommes astronomiques pour propager le terrorisme et soutenir les groupes extrémistes, qui sont désormais au cœur de la préoccupation internationale.

Notes

- 1 - Site officiel Tejarat-e Farda (Le commerce de demain), 26 septembre 2015
- 2 - Site Eqtesad News, 17 mai 2017
- 3 - Agence de presse officielle IRNA, 13 janvier 2019
- 4 - Site Mashreqnews.com, 24 août 2014
- 5 - Site officiel Tejarat-e Farda (Le commerce de demain), 26 septembre 2015
- 6 - Site officiel du Centre national de la statistique d'Iran, 12 juin 2018
- 7 - L'agence de presse ISNA, 25 juin 2018
- 8 - Site officiel Meidaan.com, 13 janvier 2018
- 9 - Site officiel Meidaan.com, 30 mai 2018
- 10 - Site Faratab.com, 8 mars 2018
- 11 - Site officiel Agronic.ir, 23 juin 2017
- 12 - Agence de presse, 27 février 2015
- 13 - Site officiel Khabaronline.ir, 28 juin 2017
- 14 - Agence de presse ISNA, 27 février 2015
- 15 - Agence de presse Mehr, 5 janvier 2016
- 16 - Quotidien officiel Shahrvand, 28 juin 2017
- 17 - Site officiel Faratab.com, 8 mars 2018
- 18 - Site officiel Khabaronline.ir, 28 juin 2017
- 19 - Site officiel Faratab.com, 8 mars 2018
- 20 - Agence de presse ILNA, 4 mars 2018
- 21 - Agence de presse officielle IRNA, 22 novembre 2018
- 22 - Agence de presse officielle IRNA, 6 octobre 2016
- 23 - Agence de presse officielle ILNA, 14 mars 2018
- 24 - Agence de presse officielle IRNA, 2 novembre 2017
- 25 - Radio Farda, 26 juillet 2018
- 26 - Aftaknews.com, 31 janvier 2018
- 27 - Ibid.
- 28 - Site Sociology, 17 janvier 2010
- 29 - Site officiel Shafaqna.com, 28 février 2018
- 30 - Site officiel Stnews.ir, 12 août 2018
- 31 - Agence de presse officielle IRNA, 12 janvier 2019
- 32 - Site officiel Didgahenow.com, 25 février 2017
- 33 - Site officiel Asr-e-Iran, 2 juin 2018
- 34 - Euronews, 20 mars 2018
- 35 - Site officiel Hamshahronline.ir, 9 avril 2017
- 36 - Ibid.
- 37 - Agence de presse officielle Tasnimnews.com, 13 décembre 2018
- 38 - Site officiel tabnak.ir, 2 novembre 2019
- 39 - Ibid.

- 40 - Site women.ncr-iran.org
- 41 - Site women.ncr-iran.org, 12 décembre 2015
- 42 - Site officiel Khabaronline.ir, 19 août 2014
- 43 - Agence de presse officielle Tasnim, 7 juillet 2018
- 44 - Site officiel Asriran.ir, 26 janvier 2018
- 45 - Site officiel du Club des jeunes journalistes, géré par l'Etat, 9 septembre 2018
- 46 - Agence de presse officielle ROKNA, 27 août 2018
- 47 - Site women.ncr-iran.org, 14 avril 2016
- 48 - Site women.ncr-iran.org, 7 avril 2016
- 49 - Site officiel Taadolnewspaper.ir, 17 janvier 2019
- 50 - Site officiel Bartarinha, 27 janvier 2018
- 51 - Site officiel Entekhab.ir, 4 décembre 2018
- 52 - Site officiel Machrek news, 1er mai 2013
- 53 - Agence de presse officielle Fars, 25 juin 2013
- 54 - Site officiel khabaronline.ir, 13 avril 2014
- 55 - Agence de presse officielle Tasnim, 15 septembre 2017
- 56 - Site officiel d'Ali Khamenei, 19 avril 2014
- 57 - Site women.ncr-iran.org, 18 janvier 2018
- 58 - Site women.ncr-iran.org, 13 décembre 2018
- 59 - Site officiel Asriran.com, 20 décembre 2017
- 60 - Site officiel Ghanoondaily.ir, 30 octobre 2017
- 61 - Site women.ncr-iran.org, 4 avril 2016
- 62 - Site officiel Agronic.ir, 27 juillet 2017
- 63 - Massoumeh Ebtakar, Agence de presse officielle IRNA, 7 octobre 2018
- 64 - Site officiel Tabnak, 13 février 2018
- 65 - Site women.ncr-iran.org, 19 février 2016
- 66 - Agence de presse officielle ISNA, 7 juillet 2018
- 67 - Entretien avec le quotidien officiel Shahrvand, 10 juillet 2018
- 68 - Agence de presse officielle ISNA, 18 décembre 2017
- 69 - Agence de presse officielle ILNA, 16 mai 2018
- 70 - Agence de presse officielle IRNA, 16 mai 2018
- 71 - Site officiel Vaghayedaily.ir, 17 septembre 2017
- 72 - Agence de presse officielle ILNA, 25 décembre 2018
- 73 - Site officiel Faratab.com, 8 mars 2018
- 74 - Agence de presse officielle IRNA, 22 novembre 2018
- 75 - Site women.ncr-iran.org
- 76 - Agence de presse officielle ISNA, 15 décembre 2017
- 77 - Agence de presse officielle ISNA, 11 décembre 2017
- 78 - Agence de presse officielle ISNA, 18 décembre 2017
- 79 - Site officiel women.ncr-iran.org, 12 février 2017



02. SERVICES PUBLICS

La 63e Commission de la condition de la femme (CCF) a appelé les États à tenir compte des besoins particuliers des femmes dans la conception et la mise en œuvre des services publics, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, des soins aux enfants et des soins aux personnes âgées, conformément aux principes des droits humains.

Cela signifie qu'un ensemble complet de services doit répondre aux besoins distincts mais importants des femmes et des filles tout au long de leur cycle de vie. La CCF insiste sur le fait que la disponibilité des services publics n'est pas suffisante et que des services de haute qualité, abordables et accessibles doivent être fournis.

Les services publics destinés aux femmes ont pris de l'importance, d'autant plus que la pauvreté prévaut dans la société iranienne. Le régime iranien, cependant, a rendu la vie encore plus difficile aux femmes avec ses politiques prédatrices et antipopulaires et son accent sur la misogynie comme l'un des principaux piliers pour préserver son pouvoir.

Naturellement, dans ces circonstances, il n'est pas question pour le pouvoir de prêter attention aux besoins particuliers des femmes. Ce rapport va donc tenter d'examiner l'état des services publics en Iran pour avoir une image, certes incomplète, de cette situation tout en tenant compte des lois et conditions misogynes imposées aux femmes iraniennes.

1. Les règlements, les politiques et les normes sociales ne devraient pas empêcher les femmes d'accéder aux services sociaux.

Lors d'une table ronde organisée en février 2017 par l'agence de presse IRNA, Behshid Arfania, professeur à l'université, a souligné l'existence d'« innombrables lacunes » dans la loi, ajoutant que la loi rend les femmes inférieures aux hommes. Selon Arfania, ce vide a contribué à la violence contre les femmes au foyer et dans la société en général. Arfania affirmait : « Tout cela découle de l'article 1105 du Code civil qui stipule que le mari est le chef de famille. Tout enfant né d'un Iranien, que ce soit en Iran ou sur un sol étranger, sera citoyen iranien. Mais si une mère iranienne donne naissance à un enfant, l'enfant n'aura jamais la nationalité iranienne, ni en raison du sang, ni de sa naissance sur le sol iranien. A l'article 4, le Code civil préfère les femmes étrangères aux femmes iraniennes. »

Tayebeh Savoshi, députée de la faction des femmes au parlement des mollahs, évoque d'autres cas d'infériorité des femmes dans la loi en disant : « Parfois, les femmes sont soumises à des pressions financières ou ne sont pas autorisées à quitter leur foyer. Actuellement, il n'y a pas de projet de loi en Iran pour la sécurité des femmes alors qu'il y en a un en Afghanistan. »

Achraf Guerami-Zadegan, consultante juridique auprès de la Direction présidentielle des affaires féminines et familiales, souligne

également l'hypocrisie constante des lois du régime iranien pour la diffusion de la misogynie. « La loi stipule que le mariage avec une fille adoptive est interdit à moins qu'il ne soit approuvé par un tribunal compétent par l'obtention d'avis consultatifs », explique-t-elle. Elle croit que le terme « à moins que » ouvre la voie à ce genre de mariages. Guerami-Zadegan a rappelé qu'avant l'adoption de cette loi, cet acte était considéré abominable dans la société iranienne.

Elle a ensuite laissé entendre que les plans relatifs aux droits des femmes sont de nature temporaire et propagandiste. « Par exemple, l'un des impératifs de notre époque était la lutte contre les attaques à l'acide. Un tel projet de loi a été proposé par certains députés, mais il a ensuite été mis en sourdine. Ils ont dit que la loi sur les châtiments est suffisante pour régler le problème. »

Dans un autre exemple, elle a parlé d'une partie de la loi sur la protection de la famille, qui stipule que « les femmes doivent être présentes dans tous les tribunaux en tant que consultantes ». Elle a en outre révélé que « sous prétexte d'un manque de budget et de ressources suffisantes, le pouvoir judiciaire a refusé d'admettre ces 500 femmes devant les tribunaux, les femmes ont été pratiquement privées du minimum de soutien dans les salles d'audience. »

Dans le cas du régime théocratique en Iran, le problème n'est pas la négligence ou le retard dans la rédaction de lois en faveur des femmes. Au contraire, les lois ont été rédigées avec ruse et de manière délibérée pour réprimer les femmes et les écarter. Et toutes les politiques sont basées sur ces lois. A diverses étapes, le régime a eu recours à la ségrégation entre les sexes et à des plans de quotas de femmes pour entraver le progrès et l'éducation des femmes et empêcher leur indépendance financière et personnelle ¹.

Les lois ont été rédigées astucieusement et délibérément pour supprimer les femmes et éliminer leurs rôles.

D'innombrables lacunes de la loi iranienne placent les femmes en infériorité par rapport aux hommes



2. Prévention des lois institutionnalisant la violence et les abus

La plupart des femmes en Iran ont été victimes de harcèlement sexuel au moins une fois dans leur vie ². Selon les autorités iraniennes, 66 % des femmes ont été victimes de violence domestique. C'est deux fois plus que la moyenne mondiale. Néanmoins, elle doit être considérée comme une minimisation flagrante de la réalité ³.

Les violences faites aux femmes sont considérées comme un phénomène naturel, sans conséquences juridiques, dans la culture du régime religieux. Un projet de loi sur l'élimination des violences faites aux femmes a été proposé au Parlement il y a environ 13 ans, mais son adoption a été retardée. Le pouvoir judiciaire a changé le nom du projet de loi en « apporter aux femmes la sécurité » tout en éliminant 41 de ses 92 articles. Pourtant, le projet de loi n'a pas été renvoyé au Parlement pour adoption alors que les lois facilitant la violence contre les femmes sont déjà institutionnalisées.

Selon l'article 1133 du Code civil en Iran, seul l'homme a le droit de divorcer ⁴ et il peut présenter une demande sans motif valable. La demande de divorce d'une femme est toutefois soumise à des conditions. Elle se heurte également à de nombreuses formes d'opposition et d'obstruction à différents stades de la procédure.

Selon l'article 1130 du Code civil ⁵, une femme peut dans certains cas demander le divorce lorsqu'elle peut prouver au tribunal que le maintien du mariage est une source de difficultés, c'est-à-dire qu'il est insupportable à cette femme de continuer de vivre ainsi.

Selon la loi, les cas insupportables pour les femmes sont les suivants :

Une femme peut demander le divorce si :

- **Le mari quitte la vie familiale pendant 6 mois consécutifs ou 9 mois alternativement dans l'année sans raison valable ;**
- **L'homme est toxicomane ou alcoolique ce qui affecte les fondements de la vie familiale alors qu'il refuse de se réadapter ou qu'il est impossible de l'envoyer en réadaptation dans le délai prescrit par le médecin. Et s'il ne respecte pas sa parole ou s'il recommence sa dépendance après avoir cessé de fumer ;**
- **L'homme est définitivement condamné à une peine d'emprisonnement de 5 ans ou plus ;**
- **L'homme bat ou maltraite continuellement sa femme, ce qui est intolérable pour la femme ;**
- **L'homme est atteint d'une maladie psychiatrique grave ou contagieuse ou de toute autre complication de santé qui perturbe sa vie conjugale.**

66% des Iraniennes ont été victimes de violence domestique. C'est deux fois plus que la moyenne mondiale. Néanmoins, c'est encore une estimation loin de la réalité.



Évidemment, toutes ces conditions peuvent facilement être contournées, rendant impossible à la femme de prouver son cas. Des expressions telles que « sans excuse valable », « qui peut vraiment être intolérable », « qui perturbe la vie conjugale », et diverses autres conditions pour la possibilité d'abandonner la toxicomanie sont toujours utilisées dans les jugements extrajudiciaires pour contourner ces lois primitives.

La polygamie pour les hommes est également reconnue dans la loi en Iran. L'article 16 de la loi sur la protection de la famille ⁶ définit les conditions de la polygamie qui manifestent clairement l'attitude abominable prédominant contre les femmes. Certaines des conditions qui justifient la polygamie sont les suivantes :

- Défaut de la première épouse d'accomplir ses devoirs conjugaux,

- Refus de la femme d'obtempérer aux demandes de son mari,
- Folie ou maladie mortelle de la femme,
- Condamnation pénale de la femme,
- Stérilité de la femme.

Toutes ces conditions peuvent servir d'excuse pour violer les droits fondamentaux d'une femme.

En vertu du code pénal du régime ⁷, l'avortement est considéré comme un crime, même s'il s'agit d'une fausse couche.

L'article 718 de cette loi stipule que « chaque fois qu'une femme détruit son fœtus, à quelque stade que ce soit, délibérément, pseudo délibérément ou par erreur, le prix du sang fœtal doit être versé par l'auteur ou son tuteur ». Pire encore, le prix du sang d'un fœtus masculin de 4 mois est deux fois plus élevé que celui de sa propre mère.

En plus de tous ces instruments juridiques, le régime iranien

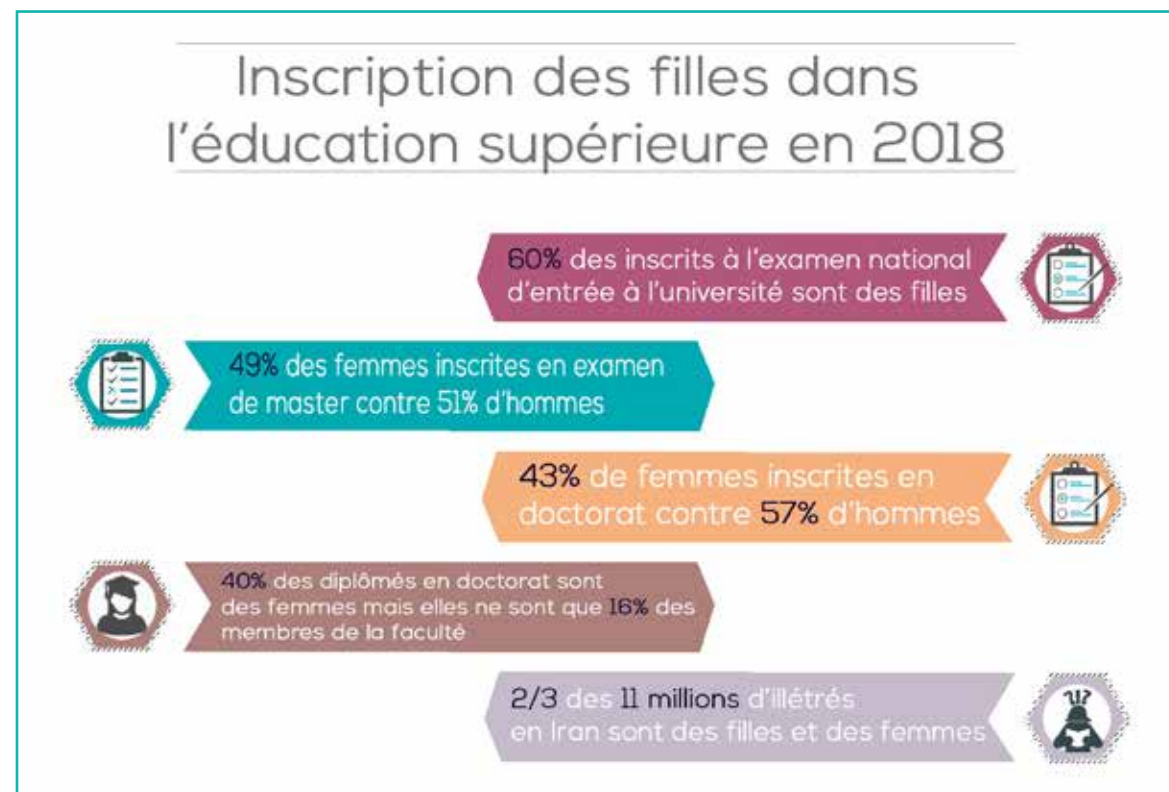
En vertu des lois des mollahs en Iran, la polygamie est reconnue, l'avortement est puni par la loi et les femmes sanctionnées pour le non-respect du voile obligatoire.

n'a cessé d'approuver de nouvelles lois pour priver les femmes de leurs droits. Le prétexte de beaucoup de ces dispositifs est le voile obligatoire ⁸, utilisé pour la violence généralisée contre les femmes, violence parrainée par l'État ⁹. Cette coercition n'est pas seulement exercée sous la forme d'arrestations, d'amendes, d'emprisonnements et de coups de fouet, mais elle va même jusqu'à des agressions systématiques à l'acide soutenues par le pouvoir qui ont eu de graves répercussions dans la société ¹⁰.

3. Frais de scolarité astronomiques

Les autorités en Iran investissent énormément dans la propagande selon laquelle plus de 50 % des diplômés des universités iraniennes sont des jeunes femmes. Bien sûr, on peut y voir le profond désir de progrès des femmes en Iran, mais d'après ce que les médias officiels écrivent, la réalité sur le terrain est bien différente.

En 2018, environ 60% des inscrits à l'examen national d'entrée à l'université étaient des femmes. Par la suite, cependant, les femmes perdent leur motivation à accéder à des niveaux supérieurs. Par exemple, dans l'examen de maîtrise de la même année, environ 51% des inscrits étaient des hommes et 49% des femmes, et dans l'examen de doctorat, environ 57% étaient des hommes et seulement 43% des femmes ¹¹.



Cette situation s'explique par une grave discrimination contre les femmes dans l'emploi et parce que le système patriarcal ne tient pas compte des capacités et des talents des femmes. Selon la conseillère pour les affaires féminines du ministre des Sciences, de la Recherche et de la Technologie, en 2016, alors que 40% des titulaires de doctorat étaient des femmes, elles ne constituaient que 16% des membres du corps professoral universitaire ¹².

Pour ce qui est des possibilités de gestion économique et politique, il suffira de noter que le régime iranien s'est classé 142e sur 149 pays dans le rapport 2018 du Forum économique mondial sur l'écart entre les sexes. Cela montre que les jeunes femmes et leurs familles perdent leur motivation à investir dans l'éducation des filles. Cette situation concerne les classes intellectuelles de la société qui sont préoccupées par le progrès de leurs filles.

Mais la société iranienne, en général, fait face à une réalité plus amère. Les deux tiers des 11 millions d'analphabètes en Iran sont des femmes et des filles ¹³. En outre, chaque année, au moins un quart des élèves iraniens sont contraints d'abandonner l'école, et nombre d'entre eux deviennent des enfants travailleurs. En général, les filles des zones rurales sont converties en employées de maison non rémunérées dès leur plus jeune âge. Les filles nomades sont obligées de travailler à l'élevage, à la garde des moutons et aux travaux pénibles sans avoir la possibilité d'étudier ¹⁴.

Rezvan Hakimzadeh, vice-ministre de l'Éducation, affirme que 40 à 50 % des filles dans les collèges et les lycées de nombreuses provinces frontalières quittent l'école pour diverses raisons, dont les « mariages précoces », « l'école étant trop éloignée du village » et « le manque d'enseignantes » ¹⁵. Dans de nombreux villages d'Iran, comme le village d'Abrizak à Kohkilouyeh, les jeunes, en particulier les filles, n'étudient que jusqu'en troisième car il n'y a pas de lycée proche et les familles ne peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants en ville pour continuer leurs études ¹⁶.

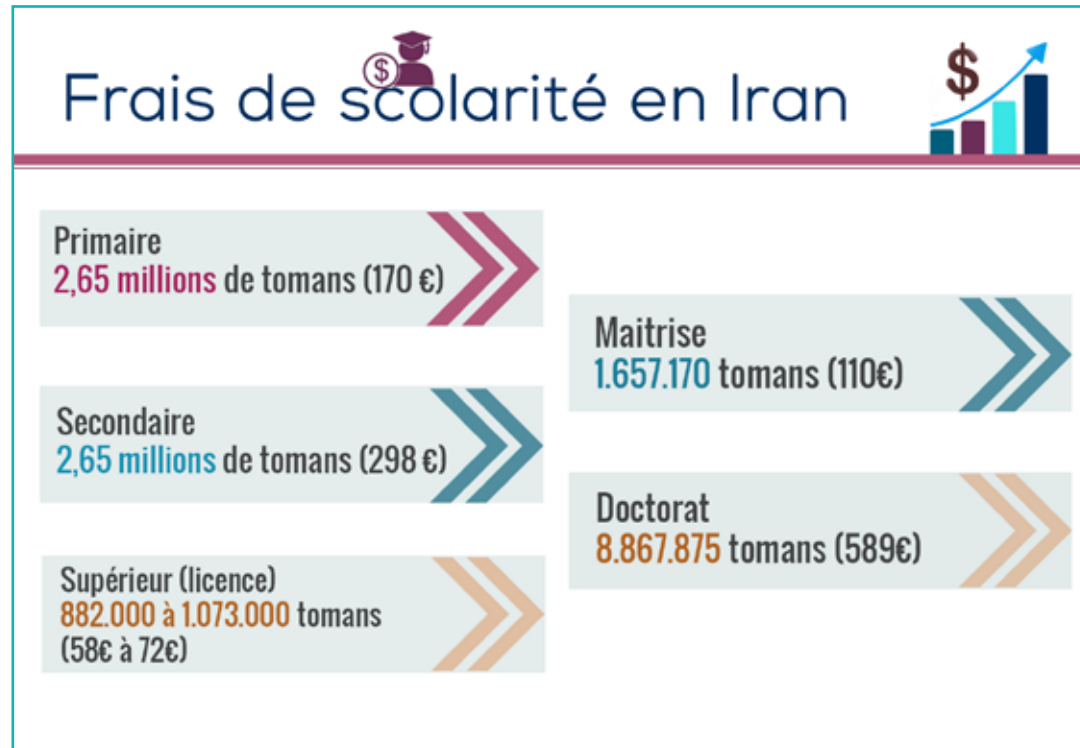
Éducation payante

L'éducation gratuite fait partie des droits humains fondamentaux, ce qui est fortement souligné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais c'est totalement négligé en Iran.

L'éducation est si fondamentale qu'en vertu de la troisième clause du troisième principe de la Constitution iranienne, le gouvernement est obligé de fournir « une éducation gratuite à tous à tous les niveaux jusqu'à l'enseignement supérieur ¹⁷ ». Sur le terrain, cependant, les familles iraniennes, pauvres en majorité, ne peuvent se permettre de payer les énormes dépenses d'éducation.

Mojaba Zeinivand, responsable au ministère de l'Éducation de

40 à 50 % des filles dans les collèges et les lycées de nombreuses provinces frontalières abandonnent l'école.



Les écoles publiques et les universités n'ont plus aucun sens, car elles ont toutes été vendues à des personnes liées au régime à des fins commerciales.

L'organisation des écoles et centres non gouvernementaux, a déclaré que le droit d'inscription minimum pour les écoles primaires pour l'année 1397 (21 mars 2018 au 20 mars 2019) était de 2,65 millions de tomans (169,5€). Pour l'enseignement secondaire, c'est environ 4,5 millions de tomans (297€) ¹⁸. Ces frais ont augmenté de 13 à 15% ¹⁹.

Les écoles publiques et les universités n'ont plus aucun sens, car elles ont toutes été vendues à des personnes liées au régime à des fins commerciales.

L'université Azad, par exemple, est présidée par Velayati, l'un des plus proches confidents de Khamenei, le guide suprême des mollahs ²⁰. Cette université facture des frais mensuels de 882 000 à 1 073 000 tomans (58 € à 71,5 €) pour les licences de l'année 2019 - 2020. Les frais de scolarité pour la maîtrise sont de 1 657 170 tomans (109,8 €) et pour le doctorat, de 8 867 875 tomans (586,7€) ²¹. En obstétrique, les étudiants devront payer 4 147 110 tomans (274 €).

Malgré les énormes profits que les universités iraniennes font en volant le pain de la bouche des Iraniens, elles n'offrent pas le moindre service comme la nourriture, l'hébergement et la sécurité. La mauvaise qualité de la nourriture fait l'objet de protestations légitimes à répétition.

Le 25 décembre 2018, alors qu'il transportait des étudiants à l'entrée principale, un autobus de l'université Azad de la recherche et des sciences à Téhéran a dévié de sa route et après avoir roulé sur 90 mètres, s'est écrasé contre les murs en béton des installations

de la distribution d'eau et a été presque entièrement broyé ²². Les freins avaient lâché. Dans cet accident, 10 étudiants, dont 3 filles, ont trouvé la mort et 28 autres, dont 9 jeunes femmes, ont été grièvement blessés. D'après les étudiants, tous les autobus de cette université sont hors service, il y a toujours pénurie de bus et ils transportent toujours de 60 à 70 personnes de plus que leur capacité.

4. Mesures prises en réponse à des catastrophes naturelles telles que des séismes

Non seulement il n'y a pas de mécanismes gouvernementaux en Iran pour faire face aux catastrophes naturelles telles que les séismes et les inondations, mais en raison de la corruption officielle généralisée, même l'aide de la population et l'aide internationale ne peuvent atteindre les victimes. Dans cette situation, ce sont les femmes qui souffrent le plus de tous les problèmes.

Par exemple, lors du tremblement de terre de 2004 qui a détruit la ville de Bam dans le sud de l'Iran, les deux tiers des habitants de la ville sont morts et, dans certains secteurs, toutes les maisons ont été détruites. Le plan officiel était d'achever la reconstruction de cette ville d'ici l'été 2005. Treize ans plus tard, cependant, les habitants de Bam ne disposent toujours pas des besoins les plus élémentaires d'une vie simple et des centaines de personnes vivent dans des préfabriqués à la périphérie de la ville ²³.

Une mère de six enfants déplore : « Pendant trois ou quatre ans après le tremblement de terre, nous avons vécu dans des tentes et maintenant, 14 ans après, nous vivons toujours dans des préfabriqués » ²⁴.

Les bidonvilles à la périphérie de Bam sont un phénomène post-séisme. Azam vit dans un bidonville avec ses trois enfants. Deux de ses filles vont à l'école et elle a aussi un petit garçon ²⁵ Son mari est ouvrier journalier drogué à l'opium qui ne travaille pratiquement pas.

Depuis 11 ans, Azam travaille dans une exploitation de dattiers pour payer les frais scolaires de ses filles. Elle et sa famille vivent dans deux petits préfabriqués sans salle de bain. Il n'y a pas d'électricité et de temps en temps, les autorités lui coupent l'eau.

La situation est similaire dans la province de Kermanschah, dans l'ouest de l'Iran, qui a été frappée par un séisme de 7,3 sur l'échelle de Richter en novembre 2017. Quelque 450 personnes sont mortes, 7 100 ont été blessées et 70 000 se sont retrouvées sans abri.

Après le tremblement de terre, la région a manqué d'eau et d'électricité pendant longtemps et les hôpitaux n'ont pas pu faire face à une catastrophe de cette ampleur. Le gouvernement n'a même fourni de la nourriture aux victimes.

Le tremblement de terre de Kermanschah a causé de grandes souffrances à de nombreuses femmes qui ont tout perdu ²⁶. Selon une estimation prudente, au moins 100 femmes ont perdu leur mari

Victime d'un séisme, une mère de six enfants explique : « Nous avons vécu pendant 3 à 4 ans après le séisme dans des tentes et 14 ans après, nous vivons toujours dans des préfabriqués. »

Un grand nombre de femmes enceintes ont fait des fausses couches, beaucoup ont accouché sous des tentes et des dizaines d'enfants sont morts de froid.

et sont devenues elles-mêmes soutien de famille.

La situation sanitaire est épouvantable, en particulier pour les femmes enceintes, dont un grand nombre ont fait des fausses couches. On avait promis aux femmes enceintes des préfabriqués, mais cela ne s'est pas fait. De nombreuses femmes ont accouché sous des tentes et, en raison de mauvaises conditions sanitaires, ont contracté des infections. Des dizaines d'enfants sont morts de froid durant l'hiver glacial.

Les toilettes et les salles de bains sont rares et en mauvais état. Le manque de produit d'hygiène, notamment de savons et de shampooings, de serviettes humides, de couches et de serviettes hygiéniques pour les femmes, de sous-vêtements pour les enfants et les femmes, ainsi que le manque de serviettes de bain sont d'autres problèmes de la population des villages touchés par le séisme.

Des familles de neuf personnes et plus vivent dans un seul préfabriqué. Le manque de lait en poudre, de nourriture et de médicaments a provoqué malnutrition et diverses maladies.

En raison du manque de bain régulier, beaucoup d'enfants, de femmes et de personnes âgées, ont développé des maladies de peau telles que l'acné, les éruptions cutanées douloureuses, les champignons, les poux et la calvitie.

Soheila Jamshidi, mère de deux enfants et épouse d'un homme épileptique, explique : « J'ai perdu tous mes biens dans ce tremblement de terre et je vis maintenant dans un préfabriqué sans salle de bain. Mon mari fait toujours des crises d'épilepsie par manque de médicaments. Un insecte a piqué mon fils au visage qui a beaucoup enflé et je n'ai pas d'argent pour l'emmener chez le médecin ou dans un centre de santé. »



5. Situation des infirmières et autres travailleurs sociaux et absence de lois adéquates

Le ministre de la Santé, Hashemi, se plaint qu'au moins 28 000 infirmières ont pris leur retraite ces quatre dernières années, mais son ministère n'a pas été autorisé à en embaucher une seule. Il cite en exemple l'hôpital Firouzkouh où il s'est rendu récemment et dit que chaque infirmière y est responsable de 13 à 14 lits²⁷. Les salaires sont aussi payés avec un grand retard. Il admet qu'il y a environ 110 000 personnes qui travaillent au ministère de la Santé sur une base contractuelle.

78,5% du corps infirmier en Iran sont des femmes²⁸ qui sont confrontées à une pléthore de problèmes : pénurie de main-d'œuvre, alternance des quarts de travail et surtout des quarts de nuit, difficultés à s'occuper de leur famille, manque de crèches dans certains centres médicaux surtout pendant les quarts de nuit, bas salaires par rapport aux services fournis, difficultés pour les infirmières enceintes, restrictions à la retraite, maladies musculo-squelettiques, retards de paiement des salaires, non application des tarifs des services infirmiers, mauvais état des hôpitaux dû à la privatisation... Et la liste n'est pas exhaustive.

Le revenu moyen des infirmières était fixé à 2 millions de tomans (environ 132 €)²⁹ en 2016, mais beaucoup travaillent pour 500 000 tomans (33€) sans aucune assurance³⁰.

Asghar Dalvandi, président de l'organisation infirmière nationale, affirme que la discrimination et l'injustice à l'égard de la communauté infirmière en Iran se sont aggravées au cours des cinq dernières années³¹. Il reconnaît que la situation des infirmières en Iran est pire que la situation au Kenya et en Irak³².

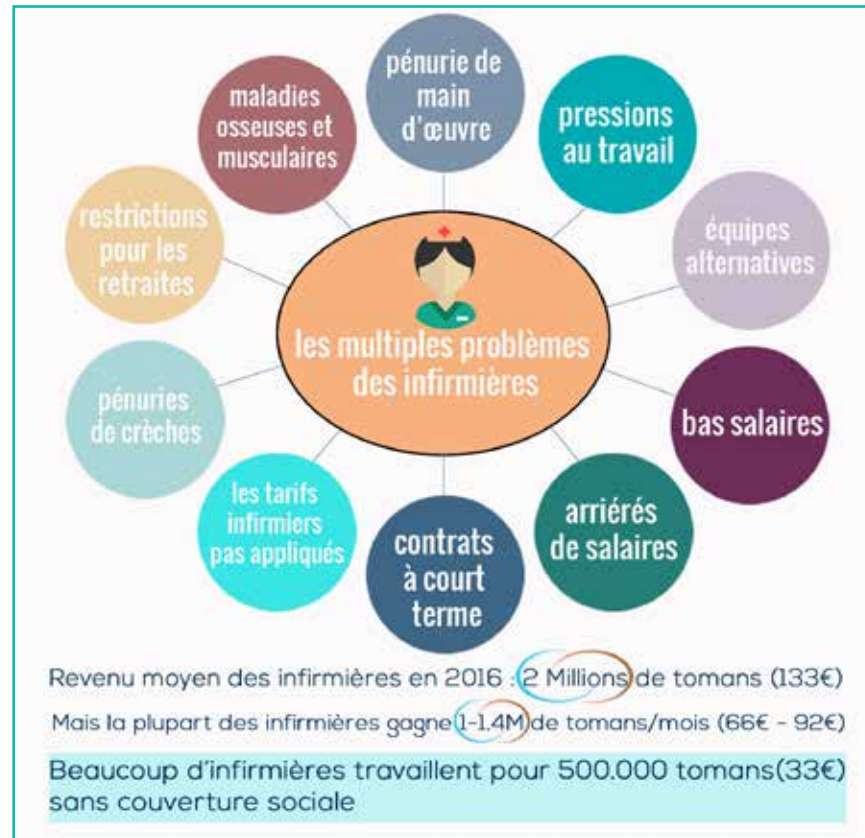
« Nous avons besoin d'au moins 150 000 infirmières en plus. La norme mondiale du ratio infirmiers/lits d'hôpitaux est de 1 à 8 (12,5%), alors que dans notre pays ce ratio est de 0,7% (moins d'une infirmière pour 100 lits). Cela montre que nous sommes bien en deçà des normes », a déclaré Dalvandi³³.

La pénurie d'infirmières a entraîné une augmentation du nombre d'accompagnants des patients. Elle a également donné lieu à des heures supplémentaires et à des quarts de travail obligatoires pour les infirmières en poste. C'est un problème auquel les responsables du régime n'ont pas prêté attention.

L'exemple le plus récent est l'allocation budgétaire de la nouvelle année fiscale pour le recrutement de nouvelles infirmières, qui a été refusée³⁴. La responsabilité du recrutement de nouvelles infirmières est constamment transférée d'un organisme gouvernemental à l'autre³⁵, alors que la moitié des diplômés en sciences infirmières restent sans emploi³⁶. Dans certaines provinces, 2 500 personnes ont obtenu leur

28 000 infirmières ont pris leur retraite ces quatre dernières années, sans que le ministère de la Santé ait obtenu l'autorisation de recruter de nouvelles infirmières.

Les soins infirmiers comptent parmi les professions les plus pénibles et leurs heures de travail devraient être réduites en fonction du quart de travail, de la section où elles travaillent et de leur période d'emploi.



diplôme ces dernières années, mais seulement 450 ont été recrutées ³⁷.

En Iran, non seulement les infirmières ne reçoivent pas leur salaire mensuel, mais elles subissent de fortes pressions au travail. Puisqu'en fin de compte, elles ne peuvent pas répondre aux besoins de tous, elles se retrouvent directement face à des patients et leurs accompagnants, et sont souvent insultées et même brutalisées. Vingt-huit infirmières ont été brutalisées en 2017, et 20 infirmières ont perdu la vie ces trois dernières années ³⁸.

La main-d'œuvre est devenue une marchandise et le profit joue un rôle central dans les relations de travail, négligeant même les normes de base du salaire minimum. Ainsi, non seulement les infirmières ne sont pas équipées de dispositifs de sécurité, mais elles ne suivent pas bon nombre des points de sécurité en raison de la grande pression qui s'exerce sur elles et de la précipitation avec laquelle elles doivent faire leur travail.

Les soins infirmiers sont parmi les professions les plus préjudiciables et les plus dures. Les infirmières prennent leur retraite au bout de 20 à 25 ans. Selon le projet de loi sur la promotion de la productivité, approuvé par le parlement des mollahs en 2009, compte tenu des trois facteurs que sont les quarts de travail, la section et la période d'emploi, les heures de travail des infirmières devraient être réduites en fonction de la difficulté de leurs conditions de travail ³⁹. Ni

le projet ni aucune de ces normes ne sont appliquées.

Cette situation s'applique aussi aux infirmières qui s'occupent des personnes âgées. Malgré les énormes sommes d'argent dépensées par les familles pour les soins aux personnes âgées, les infirmières qui font ce travail sont peu payées. Pour s'occuper d'enfants ou de personnes âgées, les infirmières gagnent jusqu'à 2 500 000 tomans (165 €) ⁴⁰, mais en réalité aucune infirmière ne gagne 2 500 000 tomans. Si la personne travaille 24 heures par jour, 6 jours par semaine avec un jour de congé, le salaire est de 1 000 000 de tomans (66 \$). Pour celles qui s'occupent des personnes âgées portant des couches, le paiement total avec toutes les prestations atteint 1 400 000 tomans (92€). Celles qui font un travail régulier gagnent entre 800 000 et 1 000 000 de tomans (52,66 € - 66 €) par mois.

Pressions psychologiques

Mohammad Sharifi-Moghaddam, secrétaire général de la Maison des infirmières, estime que les infirmières meurent en raison de facteurs dans leur environnement de travail qui les affectent directement et indirectement. Les décès indirects sont encore plus nombreux, mais ils ne sont jamais pris en compte dans les statistiques ⁴¹.

L'une des conséquences les plus importantes de la pression exercée par le travail sur les infirmières est l'apparition de maladies psychologiques et d'éléments de stress.

Le contact quotidien avec les patients en phase terminale et le stress d'être responsable de leur vie sont très perturbants. Cette pression pendant de nombreuses heures au cours de la journée cause des dommages psychologiques et des dépressions chez ces salariées de la fonction publique. ⁴²

Ali-Akbar Vissi, président de l'organisation infirmière de Kermanschah, a déclaré que la « congestion des hôpitaux et l'admission d'un grand nombre de patients génèrent une situation où même si les infirmières travaillaient à pleine capacité, elles ne pourraient pas répondre aux besoins des patients. Pensez à un patient qui doit rester longtemps allongé sur un brancard en raison d'un manque d'installations » ⁴³.

Au cours de l'été 2007, le parlement des mollahs a approuvé un projet de loi sur le paiement des tarifs infirmiers. Onze ans après, cependant, la loi n'est toujours pas appliquée. Les infirmières assurent plus de 80 % des services hospitaliers, mais il n'y a toujours pas de loi sur leurs tarifs ⁴⁴.

De plus, les contrats de travail des infirmières sont habituellement temporaires et ont chuté à moins de trois mois et dans certains hôpitaux, ils ne durent qu'un mois ⁴⁵. Pour cette raison, les salaires ont énormément diminué et il y a des infirmières qui travaillent 2,5 quarts pour être en mesure de subvenir à leurs besoins essentiels.

Les infirmières meurent en raison de facteurs qui ont un impact direct et indirect sur elles. Les décès indirects sont encore plus nombreux, mais ne sont jamais pris en compte dans les statistiques.

La loi sur les tarifs infirmiers n'est toujours pas appliquée onze ans après son vote au parlement.



Même les femmes et les jeunes filles qui travaillent dans les cabinets médicaux et les grandes entreprises sont harcelées par leurs employeurs.

6. Mécanismes spécifiques pour éliminer la violence au travail

Les Iraniennes sont victimes de violences et de harcèlement sexuels généralisés sur leur lieu de travail. Il ne s'agit pas d'une question culturelle, mais du résultat direct de la dictature misogyne des mollahs.

La pauvreté et le chômage généralisés des femmes en Iran, ainsi que le manque de soutien social et juridique, couplé aux discriminations et ségrégations sexuelles imposées par l'Etat, sont les principales causes des violences faites aux femmes en Iran. Tandis que le système tente d'empêcher les femmes de participer à la société et de l'influencer, les employeurs profitent de la situation face à cette main-d'œuvre bon marché et sans défense. Dans la plupart des cas, la violence est exercée par des employeurs ou des personnes influentes et la victime doit garder le silence, par crainte de perdre son emploi ou de compromettre son avenir professionnel.

Dans une enquête limitée menée auprès de 82 femmes travaillant à Téhéran, le harcèlement sexuel sur le lieu de travail a été calculé à 75% ⁴⁶. La prévention du harcèlement sexuel au travail est généralement du ressort de l'employeur, mais en Iran, avec les lois anti-femmes, les employeurs criminalisent délibérément les victimes. Dans le meilleur des cas, les forces de l'ordre et les institutions judiciaires se soustraient à leurs devoirs et mettent la responsabilité

de prouver le crime sur dos des victimes.

Selon la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT), le harcèlement sexuel au travail est l'exemple le plus évident de discrimination sexuelle et donc considéré comme une violation des droits humains. En Iran, la violence au travail est utilisée pour marginaliser les femmes. L'humiliation des femmes en leur déléguant des tâches marginales et de bas niveau, les offenses verbales, la diffamation et les fausses accusations et rumeurs contre les femmes sont autant de manifestations de discrimination et de violence faites aux femmes au travail.

En Iran, il n'existe pas de loi spéciale sur le harcèlement sexuel, en particulier sur le lieu de travail, et même l'article 637 de l'ancien Code pénal, qui prévoyait que le délinquant pouvait payer une amende à la victime pour son infraction, a été supprimé de la dernière législation ⁴⁷.

Les lois anti-femmes des mollahs ne criminalisent les hommes que pour le plus haut degré de viol. Mais sur la base de ces lois, si une femme peut prouver qu'il y a harcèlement ou agression sexuelle, elle sera très probablement licenciée si l'agresseur est l'employeur ou son supérieur. Les lois misogynes des mollahs ne protègent pas la victime.

D'autre part, si la femme ne parvient pas à prouver sa déclaration, elle est également considérée comme une délinquante pour cette accusation.

Un autre problème est le manque de supervision à cet égard. En Iran, plus les usines sont petites, plus la violence est intense et répandue. Dans les ateliers de fabrication, qui sont pour la plupart dans des espaces fermés souterrains et inadéquats, le risque de harcèlement sexuel et de violence est plus élevé, alors que ces ateliers de fabrication sont précisément l'un des principaux lieux où les femmes peuvent être employées.

En outre, plus le niveau de professionnalisme et la position professionnelle des femmes dans diverses professions sont faibles et moins elles bénéficient d'un soutien familial, plus elles sont susceptibles d'être victimes de harcèlement sur le lieu de travail.

Le harcèlement sexuel des femmes sur le lieu de travail est tel qu'il se répand jusque dans les médias gouvernementaux et montre que même les femmes et jeunes filles qui travaillent dans les cabinets médicaux et les grandes entreprises sont harcelées par leurs employeurs. Craignant de perdre leur emploi, elles seront inévitablement obligées de garder le silence et d'obéir.

L'humiliation des femmes en les reléguant à travaux marginaux et de bas niveau, les offenses verbales, les fausses accusations et les rumeurs contre les femmes sont des exemples de discrimination et de violence sur le lieu de travail.

Même les femmes et les jeunes filles qui travaillent dans les cabinets médicaux et les grandes entreprises sont harcelées par leurs employeurs.

Notes

- 1- women.ncr-iran.org, 19 février 2016
- 2- Iranwire.com, 5 février 2016
- 3 - <https://women.ncr-iran.org/iran-women-news/3626>
- 4 - Site officiel du parlement du régime iranien, ICANA
- 5 - Site officiel du parlement du régime iranien, ICANA, la dernière révision de 1989.
- 6 - Site officiel du parlement du régime iranien, ICANA, 4 février 1975
- 7 - <https://fa.wikisource.org/wiki/> citant le Conseil des Gardiens
- 8 - women.ncr-iran.org, 18 septembre 2016
- 9 - women.ncr-iran.org, 4 décembre 2018
- 10 - women.ncr-iran.org, 2 novembre 2015
- 11 - Site officiel Tabnak.ir, 2 août 2018
- 12 - Site officiel eghtesadonline.com, 31 août 2017
- 13 - women.ncr-iran.org, 29 septembre 2018
- 14 - Site officiel mehrkhane.com, 30 juillet 2017
- 15 - Site officiel Asriran.ir, 9 septembre 2017
- 16 - Site officiel Yasouj.isna.ir, 6 janvier 2017
- 17 - <https://fa.wikisource.org/wiki/>
- 18 - Site officiel Tabnak.ir, 27 mai 2018
- 19 - Agence de presse publique ISNA, 27 juin 2018
- 20 - Le Club des jeunes journalistes (yjc.ir), 18 juin 2017
- 21 - Site de l'université Azad, heyvagroup.com
- 22 - women.ncr-iran.org, 27 décembre 2018
- 23 - Site officiel qudsonline.ir, 26 décembre 2016
- 24 - Site officiel aparat.com, 2017
- 25 - Agence de presse officielle ISNA, 26 décembre 2017
- 26 - women.ncr-iran.org, 21 novembre 2017
- 27 - Agence de presse officielle ILNA, 11 juin 2017
- 28 - Site officiel mehrkhane.com, 23 janvier 2018
- 29 - Site officiel iranestekhdam.ir, 4 octobre 2016
- 30 - Site officiel iranestekhdam.ir, 16 juillet 2017
- 31 - Agence de presse officielle Mehr, 29 septembre 2018
- 32 - Agence de presse officielle Mehr, 10 janvier 2019
- 33 - Agence de presse officielle Mehr - 12 janvier 2019
- 34 - Agence de presse officielle Mehr, 16 décembre 2018
- 35 - Agence de presse officielle Mehr, 22 octobre 2018
- 36 - Site officiel iranestekhdam.ir, géré par l'État, 16 juillet 2017
- 37 - Site officiel old.alef.ir, 16 juillet 2017
- 38 - Agence de presse officielle ILNA, 12 janvier 2019
- 39 - Agence de presse officielle ILNA, 12 janvier 2019
- 40 - Site officiel eghtesadnews.com, 17 juillet 2015
- 41 - Agence de presse officielle ILNA, 12 janvier 2019
- 42 - Agence de presse officielle Mehr, 17 mars 2018
- 43 - Site officiel shia-news.com, 19 juin 2018
- 44 - Agence de presse officielle Mehr, 2 novembre 2018
- 45 - Agence de presse officielle Mehr, 2 novembre 2018
- 46 - www.bbc.com/persian, 11 octobre 2017



67% de la population iranienne vit sous du seuil de pauvreté relative, et 5 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté et la faim.

(Un socio-économiste cité par le très officiel shafaqna.com le 28 février 2018)



03. INFRASTRUCTURES DURABLES

Malgré l'immense richesse du pays, le régime théocratique en Iran n'a pas été en mesure d'entretenir les infrastructures urbaines et rurales, même à leurs niveaux les plus élémentaires. Cela met en évidence la corruption et le pillage massif par les autorités, systématiquement dans l'intérêt des politiques inhumaines et misogynes du régime.

Le fait d'être privées d'eau potable, de logement, de routes utilisables, d'électricité et d'autres installations de base a fait des femmes des employées de maison non rémunérées incapables de penser à leurs propres droits humains fondamentaux, tels que le droit à un emploi décent. Cela les empêche de participer aux affaires communautaires qui peuvent apporter des changements positifs dans leur vie.

Sous le régime des mollahs en Iran, les institutions responsables de la construction et du développement, tout comme les autres institutions clés du pays, ont été privatisées. L'une des plus célèbres est la fondation Mostazafan ¹. Du point de vue juridique, cette institution n'est ni publique ni privée ; elle est censée être une organisation à but non lucratif. Or elle ne rend de comptes qu'à Ali Khamenei, le guide des mollahs, et le moindre contrôle sur ses affaires est interdit.

Selon le deuxième amendement de l'article 3 de la loi sur la fiscalité et l'information publié par le bureau de Khamenei, la fondation Mostazafan est exonérée d'impôt.

Les revenus de cette fondation en 2016 s'élèveraient à 29,192 milliards de tomans (environ 2,61 millions de dollars). Le coût de construction de la façade du bâtiment du siège de cette fondation s'élevait à plus de 120 milliards de tomans (environ 8,9 millions de dollars) ². Selon les données de l'organisation sociale, il y a au moins 14 000 ménages en Iran avec au moins deux personnes handicapées qui ont un besoin urgent de logement.

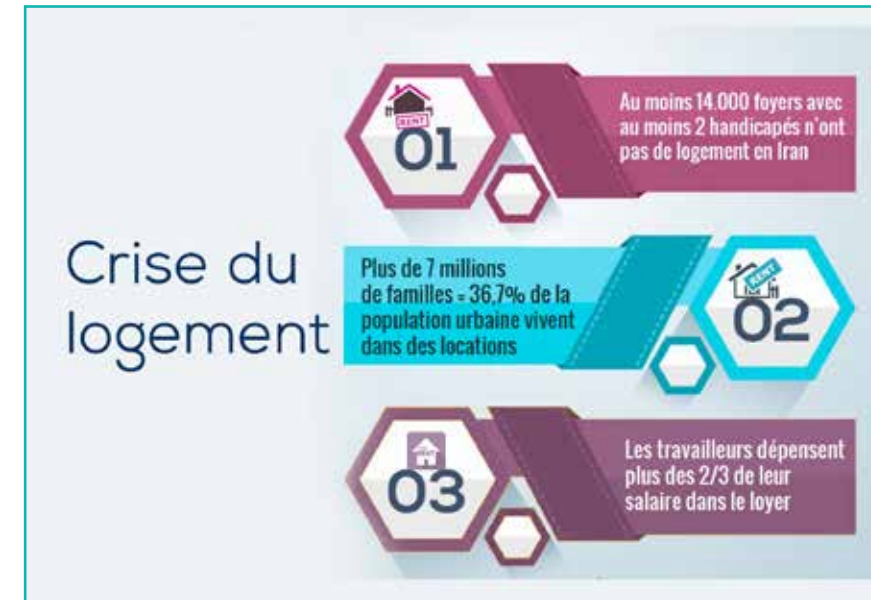
Malheureusement, la situation lamentable des infrastructures en Iran ne nous permet pas de les comparer aux normes internationales.

Toutes les grandes villes souffrent de carences infrastructurelles. La capitale Téhéran connaît l'une des pires pollutions d'air au monde. 4 500 personnes perdent la vie chaque année à cause de la pollution atmosphérique à Téhéran.

Ahwaz, la capitale de la province du Khouzistan, riche en pétrole, souffre d'une forte pollution atmosphérique qui parfois dépasse 60 fois le niveau de sécurité. Les tempêtes de poussière coupent l'électricité, perturbent l'accès à l'eau courante pendant des heures et entraînent la fermeture des écoles et des bureaux publics, tandis que le ministère de l'Environnement ne dispose pas de fonds suffisants pour mettre fin aux sources locales de tempêtes de poussière qui se multiplient à un rythme alarmant en raison de la sécheresse prolongée dans cette province. La célèbre rivière Karoun risque également de s'assécher.

Les institutions iraniennes responsables de la construction et du développement ont été privatisées comme les autres institutions clés du pays.

Toutes les grandes villes souffrent de carences infrastructurelles. La pollution atmosphérique à Téhéran tue 4 500 personnes par an.



A Ispahan, la rivière Zayandehroud, autrefois abondante, s'est complètement asséchée. De nombreuses personnes à Ispahan accusent la construction mal planifiée d'un barrage à la suite de la révolution iranienne de 1979 d'être le principal facteur de la disparition de la rivière. D'autres pensent que le gouvernement central a détourné le débit du fleuve vers les centrales nucléaires et militaires du Corps des gardiens de la révolution (pasdaran).

Au nord-ouest de l'Iran, le lac d'Oroumieh, autrefois le plus grand lac du Moyen-Orient, ne détient plus que 5 % de son volume initial. Et cette liste continue pour d'autres régions du pays.

Les autorités ont totalement ignoré les zones rurales. Les villages reculés de Chabahr, ³ tels que Gurjetak, Takhtposht, Kenardor, Rikou, Zibdouk, Sargel, Baragoun, Mir Abdollah, Sirkey, Gazm Ahou et de nombreux autres n'ont ni électricité ni eau courante. Les habitants de ces villages vivent dans des conditions sanitaires déplorables et aucun officiel du gouvernement ne s'y rend.

Il n'y a aucun signe de tours de téléphone mobile et d'antennes et aucun signal de radio et de télévision dans toute la région. Il n'y a pas de routes ou de cartes pour accéder à ces villages. Par exemple, les habitants du village de Kenardor, qui compte de 40 à 50 ménages, vivent toujours dans des huttes. Ce village est adjacent à la rivière Sedich, de l'autre côté de l'énorme montagne frontalière entre le Sistan-Balouchistan et la province d'Hormozgan.

Dans cette section, nous passerons brièvement en revue les conditions de vie épouvantables des femmes dans certains villages.

Les autorités ont totalement ignoré les zones rurales. Les habitants de ces villages vivent dans des conditions sanitaires déplorables.

1. Logement

L'un des besoins d'infrastructure des femmes, dont dépendent la sécurité, la santé, la dignité et d'autres droits humains fondamentaux, est d'avoir un logement décent. Un regard sur la situation du logement en Iran permet d'entrevoir l'enfer que les mollahs ont imposé au peuple iranien ces 40 dernières années.

Il y a au moins 5 000 femmes sans abri à Téhéran. Les femmes et les enfants ont été négligés dans le plan de développement quinquennal de la capitale.

Actuellement, bien que le régime iranien fasse de son mieux pour empêcher la divulgation des faits et chiffres exacts, les médias officiels ont rapporté qu'il existe au moins 5.000 femmes sans abri à Téhéran. Or, compte tenu de la situation économique lamentable, le nombre de femmes sans-abri augmente chaque jour ⁴.

A Ahwaz, on a recensé 2700 femmes sans endroit où dormir la nuit ⁵. Conseillère municipale de Téhéran, Fatemeh Daneshvar, reconnaît que « lors de la présentation du plan de développement quinquennal de la municipalité de Téhéran, le principal secteur qui a été complètement négligé dans ce programme était les femmes et les enfants ». Elle a ajouté : « Vous pouvez voir que la plupart des refuges et des endroits chauds étaient spécialement conçus pour les hommes, mais pas pour les femmes et les enfants. Lorsqu'il n'y a pas de plans spécifiques et appropriés pour les femmes, les enfants et les nouveau-nés, il est évident que nous sommes confrontés à des dilemmes sociaux tels que l'abandon des enfants, la vente des nouveau-nés ou même des bébés retrouvés dans des poubelles. ⁶ »

Le régime clérical traite le phénomène des femmes sans abris comme n'importe quel problème auquel il est confronté, c'est-à-dire comme une question de sécurité.

Sardarpour, responsable des préjudices sociaux au sein de l'organisation culturelle et sociale de la municipalité d'Ahwaz, a signalé l'arrestation de 147 femmes sans abri dans la ville seulement au cours des six premiers mois de l'année en cours ⁷.

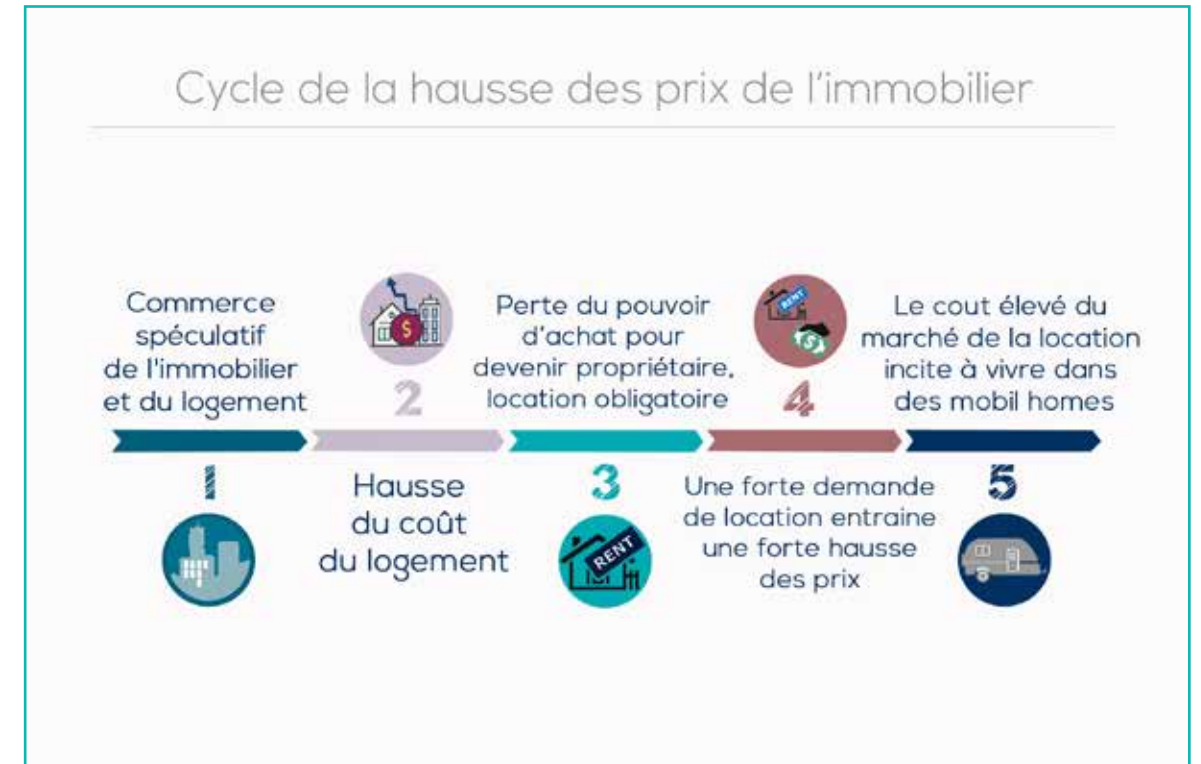
La flambée des prix de l'immobilier a découragé les familles de devenir propriétaires.

Le problème, bien sûr, ne se limite pas aux femmes sans abri. La plupart des familles iraniennes sont confrontées à un grave problème de logement. Le ministre des Routes et du Développement urbain admet que la hausse des prix du logement et des loyers a mis beaucoup de pression sur les gens ⁸.

Selon le directeur général du comité de secours provincial d'Illam, Zia Rezai, au moins 1 200 foyers couverts par le comité de secours de cette province ont besoin de logement ⁹.

Mohammad-Reza Rezai-Kouchi, président de la commission parlementaire du logement et de l'urbanisme, admet que les prix des logements dans les zones métropolitaines, en particulier à Téhéran, ont considérablement augmenté, ce qui a découragé les familles d'acheter un logement ¹⁰.

La banque centrale a annoncé que les prix des logements dans



la capitale en décembre ont augmenté de 91% par rapport à la même période l'an dernier. Les coûts des logements autour de Téhéran se situent entre 60 et 200 millions de tomans (3950 € - 13 187€) ¹¹.

Le vice-ministre des Routes et du développement urbain, Hamed Mazaherian, a admis que « le nombre de maisons vides dans le pays est d'environ 2,6 millions ¹². »

« Lorsque les prix des logements augmentent, de nombreuses personnes ne sont pas en mesure d'acheter une maison et sont forcées de vivre en tant que locataires », a déclaré Afshine Parvinpour, un consultant du secteur du logement. « La situation est si grave que la plupart des gens n'ont même pas la possibilité de payer leur loyer. L'une des raisons de la hausse des prix est le commerce spéculatif auquel nous assistons dans ce secteur. Aucun endroit au monde ne permet à une seule personne de posséder 50 unités résidentielles ¹³. »

Entre-temps, la demande locative a augmenté, ce qui a entraîné une hausse importante des loyers. « Ces cinq dernières années, le nombre de locataires a augmenté de 38 % », a déclaré Farshid Pour-Hajat, secrétaire général de l'association des constructeurs ¹⁴.

A l'heure actuelle, plus de sept millions de familles vivent dans des locations ¹⁵, soit 36,7 % de la population urbaine ¹⁶.

Le coût de location d'un appartement de 75 mètres à Machad, qui était d'environ 700 000 tomans (46 €) en 2016, a maintenant atteint au moins un million de tomans (66€) ¹⁷.

Ces chiffres doivent être comparés au revenu moyen des

Auparavant, les travailleurs consacraient un tiers de leur salaire au loyer ; aujourd'hui, ils y consacrent plus des deux tiers.

fonctionnaires, qui se situe habituellement entre 71€ et 151 € par mois, bien en dessous du seuil de pauvreté de 428,60€.

« Auparavant, les travailleurs consacraient un tiers de leur salaire pour le loyer ; aujourd'hui, ils consacrent plus des deux tiers de leur revenu au loyer », a déclaré Abolfazl Fattahli, président de l'association des travailleurs et de la guilde des associations de travailleurs ¹⁸.

Malgré tout, Hamed Mazaherian a prédit que nous assisterions à une hausse des loyers l'année prochaine. ¹⁹ « Il n'y a pas de loi ou de réglementation en matière de prix », dit un consultant en immobilier. Dans le passé, il y avait une loi non écrite de 15 % d'augmentation des loyers, et maintenant ce genre d'augmentation n'est pas respecté par les propriétaires. »

Le coût élevé de l'immobilier et le marché de la location ont conduit les gens à vivre dans des mobil-homes. Le maire du 22e arrondissement, Ali Nozarpour, reconnaît même que dans certains quartiers pauvres de Téhéran, comme celui de Golestan, des marchands de sommeil louent à des personnes à faible revenu vivant dans des conditions inhumaines, avec parfois jusqu'à 14 personnes à l'étroit dans un logement de 10 mètres sur ²⁰.

La situation du logement est pire dans les villages. De nombreuses personnes dans les villages iraniens, y compris les habitants du village de Jah, dans la province du Sistan-Baloutchistan, vivent dans des huttes de terre et des maisons en tôle qui, pendant l'été, ressemblent plutôt à une prison sombre et dépourvues de fenêtre pour laisser passer l'air et la lumière du soleil ²¹.

Les maisons de nombreux villages, comme le village de Molish, dans la province du Lorestan, sont également faites de boue, avec des poutres et des colonnes en bois. Le plafond de certaines maisons de ce village est si bas qu'il faut se pencher pour y entrer ²².

2. Eau potable et plomberie

Le peuple iranien connaît déjà de graves pénuries d'eau. Les ressources en eau de l'Iran souffrent sérieusement d'une gouvernance inappropriée et d'une mauvaise gestion. De fréquentes sécheresses et des prélèvements excessifs d'eau de surface et d'eau souterraine ont porté la situation du pays à un niveau critique.

Les signes de cette situation sont l'assèchement des lacs, des rivières et des zones humides, la réduction du niveau des eaux souterraines, l'affaissement, la dégradation de la qualité de l'eau, l'érosion des sols, la désertification et les tempêtes de poussière.

L'organisation environnementale estime que la vitesse de consommation des ressources en eau souterraine en Iran est trois fois plus élevée que les normes mondiales. Cette consommation d'eau non normalisée et non réglementée est à l'origine de l'assèchement

Le coût élevé de l'immobilier et le marché de la location ont conduit les gens à vivre dans des mobil-homes. Parfois, jusqu'à 14 personnes s'entassent dans un espace de 10 mètres.

La consommation d'eau non normalisée et non réglementée est la cause de l'assèchement de 297 plaines sur les 600 que compte l'Iran.



de 297 plaines sur les 600 que compte l'Iran. De plus, 35 milliards de mètres cubes d'eau sont perdus dans le réseau de transport en raison du manque de réparation du réseau. Le centre de recherche du Parlement a calculé que le gaspillage d'eau était de 26 à 36 % ²³.

En janvier 2018, le New York Times rapportait dans un article choquant qu'en 50 ans, 12 des 31 provinces d'Iran perdront tous leurs sous-sols aquifères.

Issa Kalantari, directeur de l'agence de protection de l'environnement, a reconnu que la pénurie d'eau entraînerait la migration forcée de 50 millions d'Iraniens si elle n'était pas correctement gérée ²⁴.

L'été dernier, 48 % de la population du pays a subi un stress hydrique, qui pourrait s'accroître rapidement ²⁵.

Les deux tiers de la population de la province du Sistan-Balouchistan n'ont pas accès à l'eau potable ²⁶. Par exemple, les femmes et les filles de Kénardar à Chabahar doivent marcher près de 30 minutes, 5 ou 6 fois par jour, pour transporter de l'eau potable jusqu'à leur domicile dans des pots ou des récipients ²⁷.

Le gouverneur du Sistan-Balouchistan a annoncé une réduction de 50 % des eaux de puits, qui est la seule source d'eau potable pour les habitants du nord de la province. Il a admis que si cette source se tarissait, la ville de Zabol deviendrait inhabitable et tout le monde serait forcé de partir ²⁸.

Au Sistan-Balouchistan, l'eau du fleuve Hirmand, principale source d'approvisionnement en eau de cinq villes situées dans le nord de la province et dans la capitale provinciale, Zahedan, a été coupée ²⁹.

Mohammad Fatehi, directeur général de la compagnie rurale de distribution d'eau et de traitement des eaux usées de la province

330 villages de 22 000 habitants sont ravitaillés en eau par camions citernes.

de Yazd, reconnaît que l'eau destinée à 330 villages de cette province, soit 22 000 personnes, est transportée par camions-citernes ³⁰.

En septembre 2018, des statistiques choquantes sur la crise de l'eau ont été publiées pour cinq provinces, dont les provinces du Sistan-Baloutchistan, Hormozgan, Kerman, Fars et Bouchehr ³¹.

Hassan Rohani, président des mollahs, a certes imputé la crise de l'eau à la délivrance de "permis injustifiés", mais au lieu de corriger les politiques antipopulaires, il s'est dit préoccupé par les problèmes de sécurité que cela pourrait créer pour le gouvernement et a dit : « Sans eau, cela entraînera d'autres problèmes, ce sont tous des éléments du puzzle qui composent la sécurité de notre peuple. » ³²

C'est pourquoi aucun budget n'a été alloué à l'eau par le Fonds national de développement en 2019 ³³. Récemment, 18 parlementaires d'Ispahan ont démissionné pour protester contre la non-attribution de fonds à l'approvisionnement en eau potable de la province ³⁴.

Abolfazl Moussavi-Boyouki, député de Yazd, a également admis que le parlement des mollahs avait suspendu le quota d'eau pour les agriculteurs à l'est d'Ispahan, ce qui leur a fait perdre leurs moyens de subsistance. Comme si cela ne suffisait pas, les autorités du régime proposent de limiter la part de l'eau de cette région en amont du barrage de Zayandehroud ou du barrage du Chahar-Mahal.

Tout comme le président du régime, ce député en a fait une question de sécurité et a déclaré : « Le mois dernier, à deux ou trois reprises, les agriculteurs d'Ispahan ont détruit des conduites d'eau et endommagé les poteaux électriques. Les conduites d'eau appartiennent au gouvernement et les endommager est considéré comme un délit ³⁵. »

Plaintes sur la rareté de l'eau

Le Khouzistan et ses villes, comme Khorramchahr et Abadan, connaissent des pénuries d'eau sans précédent. Depuis un certain temps déjà, l'eau potable des robinets de Khorramchahr est salée et dégage une odeur nauséabonde d'eaux usées. Cette situation a donné lieu à des manifestations de masse l'été dernier et, comme prévu, a été suivie de violences et d'arrestations ³⁶.

La question de la rareté de l'eau est rarement abordée dans les médias gouvernementaux. Cependant, en raison des protestations du printemps et de l'été de l'année dernière, on peut se rendre compte que la situation dans les différentes villes et provinces est devenue intolérable.

Le samedi 31 mars 2018, un groupe de femmes de la ville de Golshahr à Roudbar (province de Kerman) se sont réunies devant le bureau du gouverneur pour protester contre le problème de leur eau potable. Les habitants de Golshahr ont protesté à plusieurs reprises contre les fréquentes coupures d'eau, mais n'ont reçu aucune réponse.

En juin 2018, les habitants d'Abadan se sont rassemblés devant le service des eaux pour protester contre la salinité de leur eau potable.



Les habitants d'Abadan se sont rassemblés devant le service des eaux de la ville pour protester contre la salinité de l'eau potable.

Ils ont attaché une bouteille d'eau potable contaminée provenant de leurs robinets sur des pancartes pour montrer leur opposition à la salinité et à la contamination de l'eau ³⁷.

Le 27 mai 2018, après 8 jours de coupure d'eau, les habitants du village de Khoshkabad près de Minab se sont rassemblés en signe de protestation devant la compagnie rurale des eaux et des eaux usées et ont exigé une solution à ce problème.

Le 30 mai 2018, les habitants de Yas-Masjid près de Boukan, au Kurdistan iranien, ont marché en signe de protestation contre le manque d'eau et de gaz jusqu'au gouvernement de la ville. La présence active des femmes dans la manifestation était significative ³⁸.

Le 17 juin 2018, un groupe d'habitants de Khorramchahr, dont un nombre important de femmes, a protesté contre la salinité de l'eau potable devant le service des eaux de la ville. Un mois plus tard, la protestation des femmes de Khorramchahr s'est poursuivie avec d'autres personnes les 8 et 9 juillet, entraînant des troubles.

Le 23 juin 2018 à Bouchehr, des femmes ont protesté contre 55 jours sans eau au Dashtestan. L'une des participantes a dit : « Nous n'avons pas d'eau pour boire, nous laver ou laver le linge ³⁹. »

Les habitants de Borazjan, dans la province de Bouchehr, ont également manifesté en juillet à proximité de la banque Mellat devant le gouvernement de la ville ⁴⁰. Des milliers de personnes se sont rassemblées dans la ville pendant plusieurs jours et ont protesté jusque tard le soir en brandissant des pancartes qui disaient « nous n'avons pas d'eau ». ⁴¹

Ces rassemblements se sont poursuivis à Borazjan dans les derniers jours de juillet. Une femme vivant à Borazjan a montré une bouteille d'eau vide en disant qu'ils n'avaient pas eu d'eau depuis dix jours ⁴².

Au cours de la même période, les femmes et les habitants de la région de Barchi Sarcheshme, dans la province de Kerman, se sont rassemblés devant le complexe de cuivre, fermant la route principale pour protester contre la pénurie d'eau ⁴³.

Le 17 septembre 2018, des personnes soutenues par un nombre important de femmes de la ville de Roudbar Kohbani dans la province

Vu les manifestations du printemps et de l'été de l'an dernier, on peut comprendre que la situation est devenue intolérable.

de Lorestan, se sont rassemblées devant le gouvernorat et le bureau des routes et de l'urbanisation de la ville de Kouhdasht pour protester contre les problèmes de routes et d'eau ⁴⁴.

3. Routes reliant les villes et les villages

De nombreux villages en Iran sont même privés d'une simple route de terre. Le village de Javanjah au Balouchistan en est un exemple. La route qui mène à ce village est difficile à parcourir et, dans certains cas, impraticable, ce qui sert d'excuse pour éviter de répondre aux besoins en infrastructures et aux services des routes dans ces villages ⁴⁵.

Le gouverneur de la région a reconnu que « le parcours est montagneux au point que l'on ne peut pas s'y rendre en voiture. Les autorités provinciales, ni moi-même, n'avons pas pu visiter ces villages jusqu'à maintenant. Les habitants de ces villages se rendent chaque semaine ou chaque mois dans la ville la plus proche (Bennett) pour s'approvisionner. La distance jusqu'à Bennett est de 30 kilomètres, vous ne pouvez parcourir que la moitié de la distance en voiture et le reste du trajet à dos de mulet ou d'âne. »

Au cours des 50 dernières années, aucun représentant du gouvernement, gouverneur ou préfet ne s'est rendu dans la région. 14,2 % des enfants non scolarisés vivent dans cette province. Souvent, ils ne vont pas à l'école à cause de la pauvreté et du manque d'infrastructures éducatives. La distance moyenne entre les écoles rurales du Sistan-Balouchistan est de 30 km – ⁴⁶.

Azimi, chef du village de Valouyeh dans la province de Mazandaran, a déclaré que plusieurs responsables avaient promis d'asphalter les routes rurales. Les routes de terre de ce village causent la perte de bétail et créent des problèmes aux habitants de la région ⁴⁷.

Le problème des routes ne se limite pas à quelques villages, il est omniprésent dans les grandes villes et dans tout le pays. Selon les chiffres officiels, quelque 800 000 accidents de la route se produisent chaque année en Iran, ce qui en fait le huitième pays du monde en nombre de victimes. Selon les autorités, au moins 43 personnes sont tuées chaque jour sur les routes iraniennes. En 2017, quelque 17 000 personnes ont perdu la vie dans des accidents de la route, dont 22 % étaient des femmes, soit 3 500 femmes.

De plus, chaque jour, on apprend que des fillettes, des jeunes femmes et des travailleuses sont tuées ou blessées dans des accidents de la route.

- **Neuf femmes sont mortes dans un accident de la route le 12 février 2018, dans un bus allant de Gatchsaran (au sud-ouest de la province de Kohgilouyeh-Boyer-Ahmad) à Machad, capitale de la province de Khorassan-Razavi, au nord-est du pays.**

- **Le 15 avril 2018, sept travailleuses ont été blessées lorsque la voiture qui les transportait s'est renversée sur la route Ghaemshahr-Babol, dans la province de Mazandaran, au nord de l'Iran.**

Ces 50 dernières années, aucun représentant du gouvernement, gouverneur ou préfet ne s'est rendu dans le village de Javanjah, car la route est montagneuse.

Le problème des routes ne se limite pas à quelques villages, mais est omniprésent dans tout le pays. 3 500 femmes meurent chaque année dans des accidents de la route en Iran

- **Sara Ayineh, étudiante d'élite, faisait partie des 27 victimes d'un horrible accident de bus survenu le 11 juillet 2018 à Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan iranien dans l'ouest de l'Iran.**

- **Deux élèves sont mortes et d'autres ont été blessées lorsque l'autobus qui les transportait jusqu'à un camp scolaire obligatoire s'est renversé sur la route de Tabriz le 10 octobre 2018.**

- **Vingt-trois travailleuses ont été blessées dans un accident survenu le 19 novembre 2018, lorsque le minibus qui les transportait s'est renversé dans un canal d'eau près du village de Tabaqdeh, à la périphérie de la ville de Miandoroud, dans la province de Mazandaran.**

- **Quatorze ouvrières agricoles ont été blessées le 26 décembre 2018 lors du renversement de l'autobus qui les ramenait des vergers d'agrumes à Mazandaran.**

- **Et le 25 décembre 2018, trois étudiantes et sept autres étudiantes ont été tuées lorsqu'un autobus de l'université Azad a quitté la route du campus et s'est écrasé contre un mur de béton. 28 autres étudiants ont été blessés.**

4. Bâtiments publics

Les bâtiments scolaires sont dans des conditions déplorables et malgré les frais de scolarité élevés, les conditions scolaires sont loin d'être minimales.

Au total, 11 provinces se situent sous la moyenne nationale pour ce qui est de l'espace éducatif. Les écoles des provinces de Téhéran, Khorassan-Razavi, Guilan et Sistan-Balouchistan ont le plus grand besoin d'être rénovées et solidifiées ⁴⁸.

Le manque de 800 000 mètres carrés d'espace éducatif, le manque d'accès facile aux écoles, le manque de toilettes dans de nombreuses écoles rurales et le déplacement des élèves avec des camionnettes vers des écoles situées à trois kilomètres ne sont que quelques-uns des problèmes auxquels sont confrontés les enfants qui vont à l'école dans les zones rurales ⁴⁹.

Les responsables du régime reconnaissent que sur les 18 934 salles de classe actuellement utilisées au Sistan-Balouchistan, 6 181 doivent être démolies et reconstruites ⁵⁰. Alireza Rasheki, directeur général de l'organisation de rénovation, de développement et d'équipement des écoles du Sistan-Balouchistan, a également reconnu que « dans les zones rurales et défavorisées de la province, il y a actuellement 708 écoles en terre battue et 543 écoles temporaires dans des mobil homes ». ⁵¹

Un nombre important d'enfants de la province vont à l'école dans des hangars de fortune ⁵². Ces types de salles de classe existent également dans d'autres provinces iraniennes, dont Kerman, Lorestan et Ispahan, qui ne disposent pas d'un minimum d'installations sanitaires, de climatisation et de chauffage ⁵³.

Le village de Malekabad, dans le sud de l'Iran, n'a pas de bâtiment scolaire depuis 15 ans. Les 40 écoliers de tous âges de ce village s'assoient sur des bancs dans un hangar tandis que d'autres s'assoient sur des décombres par terre. Les enfants portent le tableau noir sur une longue distance tous les jours jusqu'à la remise.

30 % des écoles iraniennes sont décrépies et n'ont pas les normes requises pour les élèves, mais les enfants continuent d'y étudier ⁵⁴.

Le manque de 800 000 mètres carrés d'espace éducatif et d'accès facile aux écoles ne sont qu'une partie des problèmes auxquels sont confrontés les enfants des zones rurales pour recevoir une éducation.

Constructions publiques



En août 2017, un mur d'enceinte d'une école à Chabahar (l'une des plus grandes villes de la province du Sistan-Balouchistan) s'est effondré sur une fillette de 7 ans qui est morte sous les décombres ⁵⁵.

34 % des écoles de Téhéran sont dans un état critique.

« Si un séisme arrive quand les élèves sont en classe, ce sera une catastrophe », a déclaré Mehrleh Rakhshani-Mehr, directrice de l'organisation iranienne chargée de la rénovation, du développement et de l'équipement des écoles ⁵⁶.

Le directeur de l'organisation de rénovation, de développement et d'équipement des écoles d'Ispahan, Seyed-Mohammad Mirbod, a également déclaré que « plus de 30 % des écoles d'Ispahan sont dans des bâtiments délabrés », ajoutant que les crédits gouvernementaux n'étaient pas suffisants pour leur rénovation et reconstruction ⁵⁷.

64 % des salles de classe dans la province du Khorassan-nord sont instables et doivent être démolies, reconstruites et fortifiées ⁵⁸.

Plus de 35 % des écoles de la province de Yazd sont délabrées et ont besoin d'être sérieusement reconstruites et améliorées ⁵⁹.

Rakhshani-Mehr a souligné qu'il existait 160 000 salles de classe dangereuses dans tout le pays et a demandé qu'un budget de 3 milliards de dollars soit alloué au titre du sixième plan de développement pour sécuriser les écoles ⁶⁰.

Le gouvernement de Rohani demande constamment l'aide d'organismes caritatifs pour répondre aux besoins éducatifs de l'Iran, alors que son gouvernement ne fournit pas la majeure partie du budget alloué à l'éducation.

En raison du manque d'installations et de normes de sécurité de base dans les salles de classe, un incendie a éclaté dans une école élémentaire de filles à Salass-e-Babajani, dans la province occidentale de Kermanschah, le mercredi 30 janvier 2019 au matin.

Quatre filles d'âge préscolaire et élémentaire ont perdu la vie dans un incendie le 18 décembre 2018 dans une école privée de filles à Osveh-Hassaneh près de Zahedan, capitale du Sistan-Balouchistan. Les victimes étaient Mona Khosroparast, Maryam Nokandi, Saba Arabi et Yekta Mirshekar qui sont mortes deux jours plus tard à l'hôpital ⁶¹.

Lors d'un terrible incident survenu le 5 décembre 2012, l'école primaire du village de Shinabad a pris feu suite au mauvais fonctionnement d'un chauffe-eau au kérosène. 37 fillettes ont été brûlées dans l'incendie, dont deux sont mortes des suites de blessures graves. Douze des blessées graves n'ont pas été pleinement indemnisées par le gouvernement et leur traitement n'a pas été achevé. Depuis sept ans, elles souffrent de séquelles de ces brûlures.

Malgré les rapports successifs remis aux autorités provinciales sur l'état des systèmes de chauffage dangereux dans les écoles, aucune mesure n'a été prise pour fournir des installations de chauffage aux normes.

Mohammad-Ali Bathaï, ministre de l'Éducation, a déclaré à la presse le 12 décembre 2018 : « Compte tenu du crédit dont disposent le gouvernement et le ministère de l'Éducation, il faudra plus de sept ou huit ans pour enlever les appareils de chauffage (hors normes) des écoles ⁶². » Ce ministre avait déjà annoncé que 42 % des écoles iraniennes ne disposaient pas de système de chauffage sûr ⁶³.

34% des écoles de Téhéran sont dans un état critique

Le ministère de l'Éducation n'a pas suffisamment de crédits et de budget pour retirer les appareils de chauffage dangereux des écoles.

5. Soins de santé

La santé et l'hygiène de la population en Iran, en particulier des femmes, sont la première chose affectée par l'infrastructure déplorable du pays. La condition des femmes rurales mérite une attention particulière.

Le village de Valouyeh-ye Olya, dans la province de Mazandaran, dans le nord du pays, est le site d'enfouissement des ordures de la ville de Sari, la capitale du Mazandaran.

Les ordures de la décharge sont aussi hautes qu'une montagne et peuvent présenter des dangers irréparables pour les habitants du village. Les déchets hospitaliers infectieux entraînent des crises environnementales et humanitaires. Selon Azimi, le chef du conseil du village, 250 à 300 tonnes de déchets sont déposés chaque jour dans cette zone. L'apparition de maladies infectieuses dans la population est fréquente dans la région ⁶⁴.

Le village d'Abrikak dans la province de Kohgiluyeh-Boyer-Ahmad n'a pas d'installations sanitaires et d'hygiène. En raison de l'absence de voies appropriées dans le village, les routes sont bloquées à la moindre pluie, ce qui pose de sérieux risques pour les villageois qui tombent malades pendant ces périodes.

L'eau traverse le village vers d'autres zones, mais les villageois sont privés d'eau potable propre. Les villageois doivent se rendre à dos d'ânes jusqu'à la zone la plus proche où l'eau se trouve, à des kilomètres de distance. Le village est à moins d'un kilomètre d'une ligne électrique, mais n'a pas d'électricité ⁶⁵.

Les habitants du village de Molesh, dans la province de Lorestan, ont également des difficultés à accéder aux centres de santé. Les mères de ce village ignorent tellement leurs droits qu'elles considèrent toutes les maladies comme quelque chose prédit par le sort ⁶⁶.

Les habitants du village de Kenardar au Sistan et de la région de Chabahar au Balouchistan n'ont ni eau potable, ni électricité, ni installations sanitaires. Un rapport indique qu'il n'y avait pas de médicaments ou de médecin dans le village pour soigner un bébé d'un an dont la main était couverte de cloques de brûlures. Selon les villageois, le garçon identifié comme Mohammad, qui hurlait de douleur, n'avait été alimenté que de thé pendant huit mois parce que sa mère n'avait pas de lait.

« Nous n'avons pas d'argent pour lui acheter du lait », a dit un villageois. Mohammad avait le teint jaune à cause de la malnutrition.

Tous les habitants du village partagent le même sort. Ils n'ont même pas de certificat de naissance, et encore moins d'assurance sociale. Ils ne reçoivent pas non plus de subventions publiques. La clinique la plus proche est à 40 kilomètres et n'a pas toujours de médecin. Les villageois n'ont pas de voiture pour se rendre à la clinique. L'hôpital le plus proche est à 100 kilomètres ⁶⁷.

Les villageois de Javan-Jah, dans la province déshéritée du Sistan-Balouchistan, n'ont pas accès à l'hôpital. Ces dernières années, plusieurs femmes enceintes sont décédées sur le chemin de l'hôpital.

Un bébé d'un an dans un village n'a été alimenté qu'avec du thé au lieu de lait pendant huit mois. Il souffrait de grave malnutrition. Il avait la main brûlée et couverte de cloques mais il n'y avait pas de médecin dans le village pour le soigner.

Plusieurs femmes enceintes sont mortes sur le chemin de l'hôpital, car la clinique la plus proche est à 60 km. Les enfants abandonnent l'école parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter des lunettes.

La clinique la plus proche du village se trouve dans la ville de Bent, à 60 kilomètres de là, et il faut environ cinq heures pour s'y rendre à pied ⁶⁸. L'une des raisons pour lesquelles les enfants abandonnent l'école dans ce village est leur mauvaise vue car les villageois n'ont pas les moyens d'acheter de lunettes à leurs enfants.

Les conditions décrites ci-dessus sont celles des zones rurales, tandis que les villes iraniennes souffrent également de mauvaises conditions.

6. Espaces verts, ségrégation dans les parcs et les installations sportives

En Iran, plus que dans tout autre pays, les femmes estiment que la ville ne répond pas à leurs besoins, car avec le port obligatoire du voile et la surveillance constante dans les lieux publics, elles sont toujours sous contrôle et réprimées. Dans un tel pays, la disponibilité d'espaces verts et de lieux de loisirs est plus que jamais nécessaire aux femmes.

La plupart des Iraniennes souffrent d'ostéoporose et de carence en vitamine D à cause du manque de mobilité et du manque de soleil.

Mohammad-Bagher Ghalibaf, ancien maire de Téhéran, a admis que « nous avons fait une ville d'hommes, et nous ne pensions pas que les femmes pourraient avoir des besoins dans cette ville. Si les femmes ne bénéficient pas d'un environnement et d'une place appropriés dans la société, elles devront retourner chez elles après avoir terminé leurs études, ce qui ne leur laissera rien d'autre que la dépression dans la vie ». Bien sûr, il n'a pas hésité à revenir sur les croyances misogynes du régime à l'égard des femmes en ajoutant : « Nous croyons que les femmes n'ont d'autre responsabilité et mission plus importante que leur rôle maternel. » ⁶⁹

Au lieu de changer sa politique misogyne, le régime clérical a profité de ce besoin comme outil de propagande pour intensifier sa répression des femmes. En inscrivant la politique de ségrégation sexuelle dans les parcs à son ordre du jour, il a cherché à isoler davantage les femmes.

En 2008, la municipalité de Téhéran a commencé la construction de ce que l'on appelle les « jardins des dames », conformément à la loi du conseil municipal, et progressivement cinq parcs unisexes ont été construits pour les femmes à Téhéran ⁷⁰. Bien entendu, la création d'une atmosphère spéciale pour les femmes dans un État totalement misogyne et oppressif ne vise qu'à les isoler des lieux publics.

Sur les 1 500 parcs de Téhéran, il y a 5 parcs spéciaux pour les femmes ⁷¹. D'autres villes ont créé des opportunités similaires ou même plus petites pour les femmes ⁷².

L'espace de ces parcs est généralement limité et certains ne sont pas bien entretenus. Les installations sanitaires de certains d'entre eux, comme le parc Narguesse à Téhéran, n'ont pas d'eau chaude et rendent la situation difficile pour les femmes qui ont toujours de jeunes enfants avec elles ⁷³.

Un site officiel a écrit : « le parc Mellat de Machad n'est rien

La plupart des femmes iraniennes souffrent d'ostéoporose et de carence en vitamine D en raison du manque de mobilité et du manque de soleil

Sur les 1 500 parcs de Téhéran, seuls 5 sont réservés aux femmes. D'autres villes ont créé des espaces similaires, voire plus petits, pour les femmes.

Malgré l'objectif déclaré, ces parcs ne disposent même pas d'un espace couvert pour que les femmes puissent pratiquer librement leurs sports.

d'autre qu'une clôture autour d'un espace très limitée. Dans cet espace, les besoins les plus simples des femmes ne sont pas non plus pris en compte, alors que l'espace par habitant pour le volume des visiteurs est insuffisant.^{74.} »

Malgré l'objectif déclaré, ces parcs ne disposent même pas d'un espace couvert pour que les femmes puissent pratiquer librement leurs sports. Le port de chemises et de pantalons de sport dans ces parcs est interdit, et si une femme veut porter des vêtements de sport, les gardes du parc lui donneront des avertissements^{75.}

Il est également interdit de prendre des photos et de filmer dans ces endroits, et les agents donnent des avertissements s'ils voient des gens prendre des photos ou des films^{76.}

De plus, il y a des règles contradictoires qui prévalent dans les parcs. Par exemple, l'entrée des hommes est interdite, et même les garçons de plus de 7 ans. Par contre les allées et venues d'ouvriers et d'employés masculins dans le parc en semaine pendant que les femmes font du sport ne constituent pas de problème aux yeux des autorités^{77.}

Une situation similaire existe dans le parc des mères à Arasbaran de Téhéran. L'espace extérieur du parc est totalement impraticable et dominé par les forces de l'ordre. De plus, il est considéré en partie comme un espace masculin. Cela rend ce parc plus dangereux que les parcs publics.

Notes

- 1 - https://en.wikipedia.org/wiki/mostazafan_foundation
- 2 - Agence de presse officielle Ana.ir, 27 février 2018
- 3 - Site officiel tasnimnews.com, 22 décembre 2015
- 4 - Site officiel tabnak.ir, 14 janvier 2019
- 5 - Agence de presse officielle IRNA, IRNA.ir/Khuzestan/, 10 novembre 2018
- 6 - Site officiel mehrkhane.com, 6 décembre 2016
- 7 - Agence de presse officielle IRNA, irna.ir/Khuzestan/, 10 novembre 2018
- 8 - Site officiel mehrnews.com, 19 janvier 2019
- 9 - Site officiel www.tabnakilam.ir/fa, 11 août 2018
- 10 - Agence de presse officielle ISNA, 12 février 2019
- 11 - Agence de presse officielle ISNA, 14 février 2019
- 12 - Site officiel tabnak.ir, 28 juin 2017
- 13 - Site officiel aftarnews.ir, 20 août 2018
- 14 - ibid.
- 15 - Site officiel tabnak.ir, 28 juin 2017
- 16 - www.bbc.com/persian, 13 décembre 2017
- 17 - Site officiel aftarnews.ir, 20 août 2018
- 18 - Site officiel hamshahrionline.ir, 21 janvier 2019
- 19 - Site officiel Tabnak.ir, 28 juin 2017
- 20 - Site officiel Aftarnews.ir, 20 août 2018
- 21 - Agence de presse officielle IRNA, 6 octobre 2016
- 22 - ibid.
- 23 - Site officiel de la Chambre de commerce, de l'industrie, des mines et de l'agriculture de Téhéran, www.tccim.ir/news/, 6 janvier 2019.
- 24 - Agence de presse officielle ISNA, 8 mai 2018
- 25 - Site officiel de la Chambre de commerce, de l'industrie, des mines et de l'agriculture de Téhéran, www.tccim.ir/news/, 6 janvier 2019.



- 26 - www.bbc.com/persian, 6 janvier 2019
- 27 - Agence de presse officielle Tasnim, 22 décembre 2015
- 28 - Site officiel dananews.ir, 6 janvier 2019
- 29 - Site officiel hamshahri.org, 14 janvier 2019
- 30 - Agence de presse officielle ISNA, 8 mai 2018
- 31 - Site officiel armadaily.ir, 5 janvier 2019
- 32 - www.bbc.com/persian, 6 janvier 2019
- 33 - Site officiel de la Chambre de commerce, de l'industrie, des mines et de l'agriculture de Téhéran, www.tccim.ir/news/, 12 janvier 2019.
- 34 - www.bbc.com/persian, 5 décembre 2018
- 35 - Agence de presse officielle ISNA, 8 mai 2018
- 36 - Site officiel rouydad24.ir, 2 juillet 2017
- 37 - Site officiel www.baeghtesad.com, 20 juin 2018
- 38 - women.ncr-iran.org, 31 mai 2018
- 39 - women.ncr-iran.org, 24 juin 2018
- 40 - Site de la Deutsche Welle, <https://www.dw.com/fa-ir/iran/a-44573941>, 8 juillet 2019
- 41 - women.ncr-iran.org, 9 juillet 2018
- 42 - ibid.
- 43 - women.ncr-iran.org, 3 juillet 2018
- 44 - women.ncr-iran.org, 20 septembre 2018
- 45 - Agence de presse officielle Fars, 15 juillet 2018
- 46 - www.bbc.com/persian, 6 janvier 2019
- 47 - Site officiel mazandnume.com, 22 août 2010
- 48 - Agence de presse officielle IRNA, 23 juillet 2018
- 49 - Site officiel Irankargar.com, 25 septembre 2017
- 50 - Agence de presse officielle Mehr, 23 avril 2018
- 51 - Site officiel Irankargar.com, 25 septembre 2017
- 52 - Site officiel d'information Jahan, 25 février 2017
- 53 - www.bbc.com/persian, 6 janvier 2019
- 54 - Agence de presse officielle Tasnim, 21 octobre 2018
- 55 - women.ncr-iran.org, 9 septembre 2016
- 56 - Site officiel asriran.com, 17 novembre 2018
- 57 - Agence de presse officielle ISNA, 26 décembre 2018
- 58 - Agence de presse officielle Mehr, décembre 2017
- 59 - Site officiel iranonline.ir, 26 décembre 2018
- 60 - Agence de presse officielle ISNA, 26 décembre 2018
- 61 - Agence de presse officielle Tasnim - 18 décembre 2018
- 62 - Agence de presse officielle Rouydad 24 - 19 décembre 2018
- 63 - Agence de presse officielle Mehr - 23 septembre 2018
- 64 - Site officiel mazandnume.com, 22 août 2010
- 65 - Site officiel yasouj.isna.ir, 6 janvier 2017
- 66 - Agence de presse officielle IRNA, 6 octobre 2016
- 67 - Agence de presse officielle Tasnim, 22 décembre 2015
- 68 - Agence de presse officielle Fars, 15 juillet 2018
- 69 - Site officiel tabnak.ir d'Etat, 12 mai 2018
- 70 - Site officiel mehrkhane.com, 1er mai 2012
- 71 - Site officiel memarnet.com, 27 février 2012
- 72 - Agence de presse officielle Fars, 21 avril 2015
- 73 - Site officiel Hamshahri.org, 26 mai 2018
- 74 - Site officiel isia.ir, le 10 mai 2016
- 75 - Site officiel Hamshahri.org, 26 mai 2018
- 76 - Site officiel mehrkhane.com, mai 1, 2012 ; site officiel safar24.net, août 8, 2018 ; agence de presse officielle Mehr, juin 19, 2016
- 77 - Site officiel Hamshahri.org, 26 mai 2018

Protection sociale, services publics et infrastructures durables

Une situation inférieure aux normes pour les femmes en Iran

Une étude de la commission des Femmes du
Conseil national de la Résistance iranienne

Mars 2019

 [women.ncr-iran.org/fr/](https://www.facebook.com/women.ncr-iran.org/fr/)
 @CNRIfemmes
 @CNRIfemmes



ISBN 978-2-35822-014-9



9 782358 220149 >